Denis

Lénine et l'émancipation des femmes

1976

n° 33 Schoenman, *L'histoire cachée du sionisme,* 1988
n° 32 GMI, *Le mouvement en défense des retraites,* 2023
n° 31 GMI, *La Chine impérialiste,* 2021
n° 30 Denis, *Lénine et l'émancipation des femmes,* 1976
n° 29 Slaughter, *Lénine sur la dialectique*, 1963
n° 28 GMI, *La révolution hongroise de 1956*, 2016
n° 27 GMI, *La république des conseils de Hongrie de 1919,* 2019
n° 26 GMI, *Les marxistes et l'écologie*, 2021
n° 25 Marx, *La guerre civile en France*, 1871
n° 24 Luxemburg, *La grève générale en Belgique*, 1902-1913
n° 23 Lukács, *Lénine*, 1924
n° 22 CoReP, *Pour les États-Unis socialistes d'Europe*, 2005-2019
n° 21 Trotsky, *La grève générale en France*, compilation 1936
n° 20 Trotsky, *Contre le Front populaire*, compilation 1935
n° 19 Trotsky, *Face à la menace fasciste en France*, compilation 1934
n° 18 CoReP, *Plateforme internationale*, 2017
n° 17 GMI, *Programme pour la France*, 2017
n° 16 GMI, *La mobilisation contre la loi travail,* 2016
n° 15 Lénine, *L'État et la révolution*, 1917
n° 14 Casanova, *L'Espagne livrée*, 1939
n° 13 Marx, *Manifeste du parti communiste*, 1847
n° 12 Trotsky, *La guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale*, 1940
n° 11 Just, *En défense des retraites*, 1995
n° 10 Marx, *Salaire, prix et profit*, 1865
n° 9 GMI, *Bolchevisme contre lambertisme*, 2016
n° 8 GMI, *L'Ukraine déchirée par les impérialismes*, 2015
n° 7 Lénine & Zinoviev, *Le socialisme et la guerre*, 1915
n° 6 Marx, *La crise*, compilation 1847-1875
n° 5 Trotsky, *L'agonie du capitalisme et les tâches de la 4e Internationale*, 1938
n° 4 GMI, *M&R-VdT et la guerre mondiale*, 2015
n° 3 GB, *Chili 1970-1973*, 2004
n° 2 Luxemburg, Lénine, Trotsky, *Armer le peuple*, compilation 1911-1934
n° 1 GMI, *Plateforme pour le communisme*, 2013

3 euros auprès des militants, 5 euros par la poste à l'ARTP (voir p. 51)

Denis, Les marxistes et l'émancipation de la femme, 1976 p. 4

Lénine, Allocution au congrès des femmes travailleuses, 1918 p. 35

Lénine, Les tâches du mouvement ouvrier féminin, 1919 p. 39

Kollontaï, La journée internationale des femmes, 1920 p. 44

L'étude de Roch Denis a été éditée la première fois sous forme d'une brochure du Groupe socialiste des travailleurs du Québec (GSTQ-CORQI), Presses socialistes internationales, 1976. Numérisation de Jean-Marie Tremblay, Université du Québec à Chicoutimi.

Les deux premières annexes (1918, 1919) de notre édition sont tirées des *Œuvres* de Vladimir Lénine, Progrès, t. 28, 1973, p. 184-186 et t. 30, 1975, p. 34-40. La troisième (1920) vient du site *Bataille socialiste*. Le dessin de la couverture est une affiche anonyme de la CGT de 2017.

La numérisation de la première annexe, les précisions entre crochets et les encarts sur Roch Denis (p. 34), le Jenotdel (p. 43), Alexandra Kollontaï (p. 54) sont des *Cahiers révolution communiste*.

Les femmes, doublement exploitées

Marx et Engels ont porté une attention particulière au sort fait à la femme en régime capitaliste. Tout en démontrant scientifiquement que la suppression de toutes formes d'oppression passe par la suppression de l'exploitation du travail par le capital, Marx et Engels n'en ont pas moins analysé les aspects spécifiques de l'oppression dont la femme est l'objet. Dans *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, Engels a montré qu'historiquement l'oppression des femmes ne coïncide pas avec l'apparition du capitalisme mais remonte aux sociétés fondées sur la division sociale du travail et la propriété privée, elle-même engendrée par l'apparition du surplus.

Aux premiers stades de l'humanité, et du fait du faible développement des forces productives, l'apport de l'homme par son travail extérieur était fort réduit et sa possession de moyens de travail petits et rudimentaires ne le plaçait pas en position de suprématie vis-à-vis de la femme. Les conditions matérielles plaçaient l'homme et la femme dans des conditions d'égalité : le travail domestique de la femme était aussi important que le travail « extérieur » de l'homme. Ce n'est qu'avec le développement des moyens de travail, et l'accroissement conséquent de la production, que le travail de l'homme revêtira une importance de plus en plus grande par rapport aux tâches domestiques et procurera à l'homme une situation sociale et familiale de domination sur la femme. Celle-ci sera en constante position d'infériorité.

> *La même cause qui avait assuré à la femme sa suprématie antérieure dans la maison : le fait qu'elle s'adonnait exclusivement aux travaux domestiques, cette même cause assurait maintenant dans la maison la suprématie de l'homme : les travaux ménagers de la femme ne comptaient plus, maintenant, à côté du travail productif de l'homme ; celui-ci était tout ; ceux-là n'étaient qu'un appoint négligeable.* (Friedrich Engels, *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État,* 1884, Éditions sociales, 1972, p. 170)

En retraçant l'origine de l'oppression des femmes, dans les sociétés fondées sur la division sociale du travail, Engels a pu également démontrer comment l'avènement du capitalisme et de la grande industrie a renforcé comme jamais auparavant l'oppression des femmes et son infériorité sociale tout en créant les bases matérielles de sa libération du joug domestique sous le socialisme.

Lénine a repris, tout en l'élaborant, la même analyse, marxiste, de la situation des femmes en régime capitaliste.

Dans tous les pays civilisés, même les plus avancés, la situation des femmes est telle que c'est à juste titre qu'on les appelle des esclaves domestiques. Il n'est pas un seul État capitaliste, fût-ce la république la plus libre, où les femmes jouissent de l'égalité des droits pleine et entière. (« Discours prononcé au premier congrès des ouvrières de Russie », 19 novembre 1918, *Œuvres,* t. 28, Progrès, p. 184)

La femme demeure l'esclave domestique en dépit de toutes les lois émancipatrices, puisque les petites besognes domestiques, l'accablent, l'étouffent, l'abrutissent, l'humilient, l'enchaînant à la cuisine et à la chambre d'enfants, en gaspillant ses efforts dans un labeur absurdement improductif, mesquin, énervant, abrutissant et écrasant. (« La grande initiative », juillet 1919, *Œuvres,* t. 29, Progrès, p. 433)

La démocratie bourgeoise promet en paroles l'égalité et la liberté. En fait, les femmes, la moitié du genre humain, n'ont reçu nulle part, dans aucune république bourgeoise même la plus avancée, l'égalité juridique avec les hommes, nulle part elles n'ont été affranchies de la tutelle et du joug des hommes. (« Le pouvoir des soviets et la condition de la femme », 6 novembre 1919, *Œuvres*, t. 30, Progrès, p. 116-117)

L'instruction, la culture, la civilisation, la liberté, tous ces mots grandiloquents s'allient dans toutes les républiques bourgeoises, capitalistes, à des lois d'une bassesse sans nom… qui consacrent l'inégalité de la femme, les lois sur le mariage et le divorce, l'inégalité des enfants naturels avec les « légitimes », les privilèges pour les hommes, l'humiliation et les offenses pour la femme. (p. 118)

Ces quatre citations suffisent à montrer que l'analyse de Lénine n'a rien d'une analyse de portée locale et conjoncturelle liée à la situation des femmes russes au début du siècle. Cette analyse, évidemment, n'a rien de commun non plus avec toutes les variantes du réformisme bourgeois qui prétend se « préoccuper » du sort de la femme pour le « soulager » à l'intérieur même du maintien d'une démocratie bourgeoisie « améliorée ». Mais elle tranche aussi radicalement avec les préjugés de « marxistes » qui prétendent invoquer leurs principes pour nier le caractère spécifique de l'oppression des femmes.

Ces préjugés qui existaient dans le mouvement communiste au début du siècle et qui existent encore aujourd'hui sous des formes diverses invoquent notamment le fait que l'oppression des femmes ne pourra être supprimée que dans une société sans classes, pour mieux contester la nécessité de mener la lutte contre cette oppression dès maintenant.

En fait, loin d'opposer les principes fondamentaux du communisme à la reconnaissance de l'oppression particulière dont la femme est l'objet, le marxisme s'appuie sur ces principes pour comprendre cette oppression et dégager les conditions de sa suppression. C'est dans cette perspective, et suite notamment aux interventions de Lénine dans un entretien avec Zetkin que l'IC, à son troisième congrès, définissait ses thèses sur le travail parmi les femmes en reconnaissant le caractère de « *double oppression* » dont celles-ci font l'objet (*Quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste*, Maspero, 1978, p. 144).

Cette double oppression résidait dans le fait que les femmes, en tant que membres des classes laborieuses - c'est le cas de l'immense majorité d'entre elles - sont opprimées par le capitalisme, c'est-à-dire socialement, et d'autre part aussi sur la base de leur sexe, en tant que femmes, par les lois et le fardeau des tâches domestiques qui pèse exclusivement sur elles.

On verra plus loin comment cette reconnaissance de la double oppression des femmes n'est pas un fait secondaire mais est au contraire déterminante pour l'orientation du travail communiste parmi les femmes et pour ce qui est de l'organisation même de ce travail dans les structures du parti.

L'exclusion des femmes de la politique, obstacle majeur à la révolution et au socialisme

Il est un élément majeur qui distingue les « analystes bourgeois » de la situation des femmes et les communistes. Les premiers ont toujours considéré cette situation dans le cadre de la défense de l'ordre bourgeois, pour mieux assurer son maintien, en prétendant soulager, par exemple, les aspects les plus criants de l'oppression légale, économique et politique dont la femme est l'objet. Les communistes, eux, n'ont analysé la situation des femmes que par rapport à la réalisation du socialisme, seul régime capable de transformer de fond en comble la situation des femmes et les rapports hommes-femmes. Pour l'Internationale communiste, la conséquence majeure de l'esclavage domestique de la femme résidait dans son exclusion, à toutes fins utiles, de la vie politique, dans le fait que, prisonnière de ces tâches au foyer, et maintenue sous un système de lois qui la place en situation d'infériorité, la femme ne peut jamais prétendre avoir les mêmes possibilités que l'homme de participer à la vie politique. Le développement de sa conscience sociale et politique s'en trouve réduit d'autant.

> *Dans la société capitaliste la femme est dans un état d'infériorité légale tel que sa participation à la vie politique est infiniment moindre*

> *que celle de l'homme*. (Vladimir Lénine, « Les tâches du mouvement ouvrier féminin dans la république des soviets », 23 septembre 1919, *Œuvres*, t. 30, Progrès, p. 39)

Or cet état de fait a lui-même des conséquences politiques extrêmement graves. L'Internationale communiste déclarait en 1921 :

> *Partout où la question de la conquête du pouvoir surgit directement, les partis communistes doivent savoir apprécier le grand danger que présente dans la révolution les masses inertes des ouvrières non entraînées dans le mouvement, des ménagères, des employées, des paysannes non affranchies des conceptions bourgeoises, de l'Église et des préjugés, et non rattachées par un lien quelconque au grand mouvement de libération qu'est le communisme. Les masses féminines de l'Orient et de l'Occident non entrainées dans ce mouvement constituent inévitablement un appui pour la bourgeoisie, et un objet pour sa propagande contrerévolutionnaire.* (*Quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste*, Maspero, 1978, p. 143-144)

Sachant apprécier parfaitement la situation de double oppression des femmes en régime capitaliste, tenant un compte rigoureux du fait que la participation des femmes à la politique ne pourra jamais être équivalente à celle de l'homme dans les conditions de ce régime, les communistes savent l'importance de combattre, même dans les conditions du capitalisme, contre l'oppression qu'elle subit et contre son exclusion de la politique. Les communistes proclament la nécessité d'engager un travail politique systématique parmi les masses de femmes pour combattre sans répit l'emprise de la bourgeoisie et de l'Église sur elles et pour les entraîner, malgré les obstacles domestiques, dans la lutte politique. Il y va du triomphe même de la révolution prolétarienne et donc aussi de l'émancipation véritable des femmes comme telle, impossible sous le règne du capitalisme et de l'exploitation. Même une fois la révolution prolétarienne accomplie, il y va de la réalisation même du socialisme.

L'oppression des femmes, une question démocratique

C'est parce qu'ils reconnaissent l'oppression des femmes en tant que femmes, sur la base du sexe, et non pas seulement en tant que prolétaire, par le capital, que les communistes abordent cette question comme une question démocratique, soulevée dans les États capitalistes.

> *Prenez la religion, ou l'absence de droits pour la femme, ou l'oppression et l'inégalité en droits pour les nationalités non russes. Autant de problèmes relevant de la révolution démocratique bourgeoise.* (Vladimir Lénine, « Pour le quatrième anniversaire de la révolution d'octobre », 14 octobre 1921, *Œuvres*, t. 33, Progrès, p. 45)

Mais justement, bien que relevant de la révolution démocratique, la question des femmes n'a pas été résolue dans le cadre de l'accomplissement de cette révolution.

> *Il y a cent cinquante et deux cent cinquante ans, les chefs éclairés de cette révolution… avaient promis aux peuples d'affranchir l'humanité des privilèges moyenâgeux, de l'inégalité de la femme, des prérogatives accordées par l'État à telle ou telle religion (ou « à l'idée de religion », à la religiosité en général), de l'inégalité des nationalités. Ils ne pouvaient le faire, car ils en ont été empêchés par le « respect » de la « sacrosainte propriété privée »*. (p. 46)

Même dans les États capitalistes où l'égalité des conditions a été proclamée dans la loi, l'exercice plein et entier des droits démocratiques est demeuré partout irréalisable pour les classes opprimées.

> *Ce qui est habituel en régime capitaliste, non pas en tant que cas isolés, mais en tant que phénomène typique, ce sont des conditions qui rendent impossible aux classes opprimées la « réalisation » de leurs droits démocratiques. Dans la majorité des cas, le droit au divorce demeure irréalisable en régime capitaliste, car le sexe opprimé y est économiquement écrasé, car la femme, en régime capitaliste, demeure, quel que soit le système de démocratie, une « esclave domestique », confinée dans la chambre à coucher, la chambre des enfants, la cuisine.* (Vladimir Lénine, « Une caricature du marxisme », août-octobre 1916, *Œuvres*, t. 23, Progrès, p. 79)

En d'autres termes, pour que la femme ait un réel accès au droit au divorce qui lui est parfois « reconnu », sur papier, il faudrait que les tâches domestiques qui pèsent sur elles soient supportées par l'ensemble de la société. Mais sans système de garderie universel et public, sans prise en main collective des soins aux enfants, de leur éducation, sans accès généralisé aux moyens techniques perfectionnés permettant de réduire considérablement le poids et le temps des tâches ménagères (entretien, lavage, etc.) comment prétendre que la femme peut pleinement exercer son droit au divorce ? La condition essentielle de l'exercice de ce droit serait qu'elle puisse assurer sa propre subsistance, en allant sur le marché du travail. Or tel n'est pas le cas en régime capitaliste parce que la charge des enfants et des tâches domestiques est reportée sur la femme plutôt qu'assumée par

la société. La femme peut difficilement à la fois se trouver un travail à l'extérieur et assumer pleinement la charge des enfants et des tâches domestiques qui pèse sur elle. Et L'on sait que dans le cas où la femme est condamnée à ce double régime de travail, elle y sacrifie sa vie, son développement intellectuel, et bien sûr aussi sa participation à la vie politique. Ce ne sont pas là non plus des conditions réelles d'exercice véritable du droit au divorce.

C'est parce que le régime capitaliste est un régime fondé sur la « sacrosainte propriété privée », sur l'exploitation du travail par le capital, que :

> *Il n'est pas un seul pays, parmi les plus avancés du monde, où ces questions [démocratiques] aient été résolues jusqu'au bout, dans le sens démocratique bourgeois.* (Vladimir Lénine, « Pour le quatrième anniversaire de la révolution d'octobre », 14 octobre 1921, *Œuvres,* t. 33, Progrès, p. 45)

Seule la révolution prolétarienne pourra résoudre *jusqu'au bout* les questions démocratiques demeurées sans solution dans les États capitalistes.

Sur la question démocratique de l'oppression des femmes, comme sur l'ensemble des questions démocratiques inachevées, Lénine défend la théorie de la révolution permanente exposée par Marx dès 1850.

> *En réalité, la révolution bolchevik seule est précisément une révolution démocratique conséquente en matière de mariage, de divorce et de la situation des enfants naturels. Or, cette question touche le plus directement les intérêts de plus de la moitié de la population de n'importe quel pays. Seule la révolution bolchevik, en dépit des multiples révolutions bourgeoises qui l'ont précédée et qui se prétendent démocratiques, a, pour la première fois, combattu résolument, dans le sens indiqué, la réaction et le servage aussi bien que l'hypocrisie coutumière des classes dirigeantes et possédantes.* (Vladimir Lénine, « La portée du matérialisme militant », 12 mars 1922, *Œuvres*, t. 33, Progrès, p. 239)

C'est par la révolution prolétarienne, par la lutte du prolétariat au compte de ses propres intérêts que la révolution démocratique peut être achevée au moment même où elle se transmue en révolution sociale, en révolution socialiste. Sur la question des femmes, comme sur la question nationale et les autres questions démocratiques la stratégie communiste rejette la collaboration de classes, l'étapisme démocratique avec la bour-

geoisie et pousse en avant le combat de la classe ouvrière, seule classe capable d'achever la révolution démocratique bourgeoise inachevée.

Pourquoi revendiquer les droits démocratiques des femmes ?

Puisque nulle part, dans aucun pays capitaliste, les questions démocratiques ne peuvent être résolues jusqu'au bout, puisque les droits démocratiques même reconnus à la femme sont généralement irréalisables, s'ensuit-il qu'en régime capitaliste le prolétariat puisse se dispenser de mener la lutte pour les revendications démocratiques ?

> *Seuls des gens absolument dépourvus de réflexions ou absolument ignorants du marxisme en tirent cette conclusion... Les marxistes, eux, savent que la démocratie n'élimine pas l'oppression de classe, mais rend seulement la lutte des classes plus claire, plus ample, plus ouverte, plus accusée ; c'est ce qu'il nous faut. Plus la liberté du divorce est complète, et plus il est évident pour la femme que la source de son « esclavage domestique » est le capitalisme, et non l'absence de droits. Plus le régime est démocratique, et plus il est évident pour les ouvriers que l'origine du mal est le capitalisme, et non l'absence de droits. Plus l'égalité en droits des nations est complète (elle n'est pas complète sans la liberté de séparation), et plus il est évident pour les ouvriers de la nation opprimée que tout tient au capitalisme, et non à l'absence de droits. Et ainsi de suite.* (Vladimir Lénine, « Une caricature du marxisme », aout-octobre 1916, *Œuvres,* t. 23, Progrès, p. 79-80)

Revendications démocratiques et socialisme ne s'opposent pas comme certains voudraient les opposer. Au contraire, sans la lutte pour les revendications démocratiques, pour la plus grande démocratie, il n'est pas possible de prétendre lutter pour le socialisme.

C'est bien ce que Lénine proclame dans un paragraphe qu'on croirait adressé aujourd'hui à tous les faux champions de la révolution prolétarienne au Portugal qui, il y a quelques mois à peine, se faisaient les fossoyeurs de la liberté de presse démocratique bourgeoise, dans l'affaire du journal *República* [Lors de la révolution portugaise qui commence en 1974, ce quotidien proche du PSP, le premier parti aux élections constituantes, est confisqué en mai 1975 par le MFA à la tête de l'armée et par le PCP stalinien, avec l'appui des organisations centristes coalisées dans le FUR. L'affaire sert au PSP pour justifier l'instauration d'une démocratie bourgeoise mettant fin au double pouvoir des comités de travailleurs. Note des CRC].

> *Comme tous les droits démocratiques sans exception, le droit au divorce est, en régime capitaliste, difficilement réalisable, conditionnel, limité, étriqué et formel, mais néanmoins aucun social-démocrate [ancienne dénomination des révolutionnaires] digne de ce nom ne considérera comme des socialistes, ni même comme des démocrates, ceux qui nient ce droit. Or, c'est là le fond de la question. Toute la « démocratie » consiste dans la proclamation et la réalisation de « droits » difficilement réalisables et d'une façon très conditionnelle en régime capitaliste ; mais sans cette proclamation, sans que la lutte pour les droits soit menée immédiatement et sans délai, sans que les masses soient éduquées dans l'esprit d'une telle lutte, le socialisme est impossible.* (p. 80-81)

Lénine note à cette occasion qu'en luttant pour :

> *L'entière liberté du divorce, car l'absence de cette liberté constitue une super brimade à l'égard du sexe opprimé… qu'en reconnaissant à toutes les femmes la liberté de quitter leur mari, on ne les invite pas pour autant à le faire !* (p. 78)

Il en va du droit au divorce comme de tous les droits des femmes foulés au pied en régime capitaliste. Mais c'est aussi le cas de l'exercice de la fonction de la maternité.

Les communistes considèrent avec la plus grande attention « *les fonctions spéciales imposées à la femme par la nature elle-même, c'est-à-dire la maternité et les particularités qui en découlent pour la femme, avec le besoin d'une plus grande protection de ses forces et de sa santé dans l'intérêt de toute la société* » (*Quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste*, Maspero, 1978, p. 145.). Ils reconnaissent « *la maternité comme une fonction sociale* » et luttent pour l'application de « *toutes mesures nécessaires à la défense de la femme comme mère* » (p. 145) sans pour autant réduire la fonction sociale des femmes à la maternité.

C'est donc dire qu'ils ne combattent pas le capitalisme et l'oppression des femmes sous ce régime, en appelant les femmes et les couples à ne pas faire d'enfants pour mieux soulager leur oppression et être mieux en mesure de participer à la lutte politique ! Bien au contraire. Les communistes n'acceptent pas les conditions faites aux femmes et aux couples dans l'accomplissement de la fonction de la maternité et de reproduction de la vie. Ils savent que cette fonction ne pourra s'exercer pleinement, dans les meilleures conditions que sous le socialisme, mais ils la défendent au sein même du capitalisme dans l'intérêt du prolétariat tout entier.

Il faut, sur cette question fondamentale, citer les longues remarques de Lénine contre les petits-bourgeois dont certains, gauchistes, qui invoquent les

conditions d'exploitation du capitalisme pour prêcher leur refus de mettre au monde des enfants-qui-ne-connaitront-que-la-souffrance…

Pourquoi, demande Lénine, s'agirait-il de mettre au monde des enfants destinés seulement à subir les maux du capitalisme ?

> *Pourquoi pas destinés à lutter, d'une façon meilleure, plus unie, plus consciente et plus résolue que nous, contre les conditions actuelles de vie, qui estropient et détruisent notre génération* ? (« La classe ouvrière et le néomalthusianisme », 16 juin 1913, *Œuvres*, t. 19, Progrès, p. 247)

En fait, comme l'explique Lénine, cette prétendue préoccupation à l'endroit du sort de misère que connaîtront les enfants mis au monde et la femme qui les mettra au monde, n'est qu'une théorisation de la situation sociale en déclin de ces petits-bourgeois.

> *Le petit-bourgeois voit et sent qu'il va vers sa perte, que la vie devient de plus en plus difficile, la lutte pour l'existence de plus en plus implacable, sa situation et celle de sa famille de plus en plus désespérée. Le fait est incontestable.* (p. 247)

Mais justement, le petit bourgeois proteste.

> *Il proteste à titre de représentant d'une classe irrémédiablement condamnée, d'une classe qui désespère de son avenir, d'une classe terrorisée et poltronne. Il n'y a rien à faire ; qu'au moins nos enfants, qui subiraient nos tourments et notre bagne, notre misère et nos humiliations, soient aussi peu nombreux que possible : tel est le cri du petit-bourgeois… La classe ouvrière n'est pas en train de périr ; elle grandit, elle se fortifie, elle mûrit, elle s'unit, elle s'éduque et s'aguerrit dans la lutte. Nous sommes pessimistes en ce qui concerne le servage, le capitalisme et la petite production, mais nous sommes d'ardents optimistes en ce qui concerne le mouvement ouvrier et ses objectifs. Nous posons déjà les fondations du nouvel édifice, et nos enfants achèveront de le construire.* (p. 247-248)

Les communistes sont donc irrémédiablement opposés aux mots d'ordre petits bourgeois ou gauchistes petits-bourgeois, qui prétendent défendre la femme en la prévenant contre la mise au monde des enfants en régime capitaliste ou qui justifient leur refus de procréer en invoquant les conditions d'exploitation de ce régime.

Cela d'ailleurs n'empêche nullement les communistes de faire de l'avortement une de leurs revendications principales et de lutter pour l'abrogation absolue de toutes les lois qui répriment l'avortement ou la contraception. La défense de la fonction sociale de la maternité est indissociable de la dé-

fense du droit des femmes de disposer de sa personne, droit qui ne peut s'exercer sans le libre accès à la contraception et à l'avortement.

Les communistes doivent donc lutter pour ces revendications en faveur des femmes. Il ne s'agit pas pour eux, par ce programme de revendications, de faire croire en la capacité du capitalisme de corriger la situation des femmes. Il ne s'agit pas de susciter des illusions sur les réformes possibles.

Pour lutter contre l'oppression des femmes, et pour leurs droits, les communistes mettent en avant un ensemble de revendications transitoires aptes à faire le pont entre la situation actuelle des femmes, leur état de conscience et ce que pourra seule leur apporter le socialisme.

> *Aussi est-il tout-à-fait juste que nous fassions des revendications en faveur des femmes. Ce n'est pas un programme minimum, ni un programme de réformes du genre social-démocrate, dans l'esprit de la 2e Internationale. Ce n'est pas l'aveu que nous croyons à la perpétuité ou du moins à la longévité de la bourgeoisie et de son État. Ce n'est pas non plus une tentative d'apaiser les masses de femmes par des réformes et les détourner du chemin de la lutte révolutionnaire. Il n'y a là rien de commun avec la tricherie réformiste... Nous certifions, par cela même, que nous connaissons ces besoins et cet asservissement, que nous nous rendons compte de la situation privilégiée de l'homme, que nous haïssons cette iniquité et voulons abolir tout ce qui opprime et fait souffrir l'ouvrière, la femme de l'ouvrier, la paysanne, la femme d'un homme de petite condition et même, sous beaucoup de rapports, la femme issue de la classe aisée...* (Lénine, automne 1920, cité par Clara Zetkin, « Mes souvenirs sur Lénine », 1924, dans Vladimir Lénine, *Sur l'émancipation de la femme*, Progrès, 1973, p. 116)
>
> *II faut que dans la conscience des femmes notre appel soit politiquement lié aux souffrances, aux besoins et aux désirs des femmes laborieuses. Qu'elles sachent que la dictature du prolétariat signifie pour elles l'absolue égalité en droits avec les hommes, de jure et de facto, au sein de la famille, dans l'État et la société, ainsi que le renversement du pouvoir de la bourgeoisie*. (p. 118.)

La libération des femmes n'est possible que par le socialisme

Il importe de voir maintenant la démonstration scientifique qui fonde la reconnaissance de ce principe proclamé par- Engels, Lénine, l'Interna-

tionale communiste, à savoir qu'il n'y a pas de libération des femmes sans socialisme.

Ce qui est le propre des modes de production fondés sur l'appropriation privée qui se sont succédés dans l'histoire de l'humanité jusqu'à aujourd'hui c'est d'avoir fait reposer sur la femme et exclusivement sur elle, l'essentiel des tâches privées domestiques.

Obligée d'y consacrer le plus clair de sa vie, la femme ne pouvait donc avoir accès au travail social, à la production sociale au même titre que l'homme.

Dans les modes de production qui ont précédé le capitalisme, cette situation était engendrée par les conditions matérielles elles-mêmes. Elle était le produit nécessaire du faible développement des forces productives. Disons, en simplifiant-, qu'il n'y avait ni machine à laver les vêtements, ni machine à laver la vaisselle, ni non plus tout l'équipement technique ménager qu'on connait aujourd'hui et qui aurait pu diminuer considérablement le temps de travail consacré à ces tâches et libérer d'autant la dépense d'énergie humaine pour d'autres tâches. Ces tâches domestiques devaient néanmoins être accomplies, mais avec des moyens de travail extrêmement rudimentaires, peu perfectionnés, le travail se faisait presqu'essentiellement à la main et non pas à la machine et c'est la femme qui, du fait qu'elle est constituée biologiquement pour porter, accoucher et allaiter les enfants, héritait en même temps de tous les autres travaux domestiques qui, pourtant, eux, ne reviennent pas biologiquement à la femme plus qu'à l'homme : laver, repasser, faire les repas, les courses, etc.

L'avènement du capitalisme a de ce point de vue, en regard des modes antérieurs de production, constitué un bond en avant formidable de l'humanité. Par le développement sans précédent des forces productives, en décuplant comme jamais antérieurement la force productive du travail par l'introduction de la machine, en remplaçant dans l'ensemble des secteurs le travail à la main par le travail à la machine, le capitalisme a créé pour la première fois les bases matérielles permettant d'abolir cette division du travail qui enchaînait jusqu'alors la femme au foyer, lui faisait prendre tout son temps et gaspiller sa vie entière dans les travaux du ménage et permettait à l'homme seul d'avoir accès au travail social.

Le capitalisme a créé les bases matérielles de l'égalité de la femme et de l'homme, mais il n'a pas ajusté ces bases matérielles nouvelles aux nouveaux rapports sociaux qu'elles commandent. Il a maintenu la production devenue sociale sous le mode d'appropriation privée et il a laissé au domaine de la propriété privée familiale l'ensemble des tâches domestiques qui sont ainsi restées le lot exclusif de la femme malgré les bases matérielles nouvelles. Il a empêché que les nouvelles conditions matérielles

servent à libérer l'énergie physique et intellectuelle de la femme pour un travail cent fois plus productif.

Plus encore, le capitalisme a rendu plus insupportable que jamais l'isolement de la femme à la maison en réduisant considérablement l'importance du travail domestique par rapport au caractère déterminant pour le progrès de la société de la grande production industrielle.

Même lorsqu'il a requis, pour la grande production, le travail des femmes (et des enfants) à l'usine, le capitalisme, basé sur le profit, s'est nourri de l'oppression des femmes et l'a reproduite, là-même, en lui payant un salaire inférieur pour le même travail, sans par ailleurs la décharger des travaux domestiques.

Mais les forces productives sociales gigantesques de l'humanité qui étouffent sous le carcan de la propriété privée réclament un mode d'appropriation qui leur corresponde, le mode d'appropriation sociale, le socialisme.

Seul le socialisme, qui concilie les rapports sociaux avec les bases matérielles, peut permettre d'assurer aux individus la propriété collective de ce qu'ils produisent collectivement.

Il ne s'agit pas d'un idéal, d'une utopie, inventé dans la tête d'un génie, il s'agit du mouvement réel par lequel les forces productives produites par le

En France, le MLAC se bat de 1973 à 1975 pour le droit à l'avortement. C'est un front unique entre Mouvement pour le planning familial, Groupe information santé, une partie de la CFDT, la FEN (mais pas FO, ni la CGT) ; PS, PSU, LC, AMR, Révolution, GP… (mais pas le PCF, le PCMLF, l'OCI). Le MLF quitte le MLAC en lui reprochant d'être mixte.

travail humain, par le travail de millions d'hommes, c'est-à-dire socialement, ne peuvent plus se développer en continuant d'être gérées privément, dans l'anarchie, mais ont besoin pour leur développement d'être gérées et planifiées socialement.

Les bases matérielles, les forces productives acquises par l'humanité permettraient aujourd'hui de socialiser le travail domestique, c'est-à-dire de faire reporter sur l'ensemble de la société le poids de ce travail. Il faut pour cela que sautent les barrières de la propriété privée. Seul le socialisme peut permettre d'étendre la socialisation de la production jusqu'aux travaux domestiques et libérer la femme, la moitié du genre humain, pour la production sociale.

Le fondement de la libération de la femme repose donc, dans le cadre du socialisme, sur le fait, pour elle, d'être placée dans les mêmes conditions que l'homme pour ce qui est du travail social productif. L'émancipation des femmes ne réside pas dans le fait que le socialisme donnera à la femme de meilleures conditions pour s'acquitter des tâches domestiques, elle réside dans le fait que, libérée du joug domestique, la femme portera l'obligation du travail social dans les mêmes conditions que tous les membres de la société, sans que ses fonctions proprement maternelles soient plus longtemps un obstacle à sa participation au travail social.

L'émancipation des femmes, c'est la femme au travail et non pas la femme à la maison ! C'est la réalisation des conditions pour que la femme puisse travailler, la socialisation des tâches domestiques et l'appui réel de la société pour l'accomplissement de la fonction maternelle.

Engels a le premier fourni cette explication scientifique du contenu réel de l'émancipation des femmes ; il faut citer ce paragraphe qui reste un chef-d'œuvre de la méthode du marxisme :

> *L'émancipation des femmes, son égalité de condition avec l'homme est et demeure impossible tant que la femme restera exclue du travail social productif et qu'elle devra se borner au travail privé domestique. Pour que l'émancipation des femmes devienne réalisable, il faut d'abord que la femme puisse participer à la production sur une large échelle sociale et que le travail domestique ne l'occupe plus que dans une mesure insignifiante. Et cela n'est devenu possible qu'avec le développement de la grande industrie moderne qui non seulement admet sur une grande échelle le travail des femmes, mais aussi le requiert formellement et tend de plus en plus à faire du travail domestique privé une industrie publique.* (Friedrich Engels,

> *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, 1884, Éditions sociales, 1972, p. 170)

En plus de montrer par la dialectique comment la révolution dans les rapports homme-femme trouve sa condition objective dans la révolution des conditions matérielles (le passage à la grande industrie), ce texte d'Engels rejette toute interprétation mécaniste selon laquelle l'émancipation des femmes trouverait son achèvement spontané dans l'accès généralisé des femmes au travail social.

Engels écrit bien « *Pour que l'émancipation des femmes devienne* réalisable… » il y faut d'abord les conditions matérielles, signifiant par là qu'en dehors de ces conditions, l'émancipation n'est pas *réalisable*, mais signifiant par là aussi, et du fait même, que l'émancipation sera *une tâche, un combat historique* de la société et non pas le simple produit spontané, direct et automatique de la socialisation des travaux domestiques et de l'accès des femmes au travail social. Inscrite depuis des siècles dans les rapports homme-femme, touchant l'ensemble des aspects de la vie, pénétrant profondément la vie économique, la vie politique, mais aussi la culture, les mentalités, l'oppression des femmes, son inégalité face à l'homme ne pourra être extirpée des pores de la société que par un long combat du socialisme pour l'égalité pleine et entière « de jure et de facto » des hommes et des femmes.

À son troisième congrès, l'Internationale communiste reprenait cette thèse selon laquelle :

> *L'égalité non formelle, mais réelle de la femme n'est possible que sous un régime où la femme de la classe ouvrière sera la maitresse de ses instruments de production et de répartition, prenant part à leur administration et portant l'obligation du travail dans les mêmes conditions que tous les membres de la Société travailleuse.* (*Quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste*, Maspero, 1978, p. 144)

Dans lequel la fonction naturelle (biologique) de la femme, la maternité, ne sera pas en conflit avec les obligations sociales et n'empêchera plus son travail productif au profit de la collectivité.

De même, Lénine est revenu à plusieurs reprises sur cette question. Et tout en réaffirmant que ce n'est que dans le cadre du socialisme que la femme pourra participer au travail social *dans les mêmes conditions que l'homme,* Lénine savait apprécier parfaitement le caractère fondamentalement « progressiste » de l'entrée des femmes sur le marché du travail, en régime capitaliste même.

> *La participation des femmes et des adolescents à la production est au fond un phénomène progressiste. Il ne fait aucun doute que ces catégories de la population sont placées par la fabrique capitaliste dans une situation particulièrement pénible… Il n'en reste pas moins qu'il serait utopique et réactionnaire de vouloir interdire complètement le travail des femmes et des adolescents dans l'industrie ou de maintenir le mode de vie patriarcal qui exclut ce travail. En brisant l'isolement patriarcal de ces catégories qui auparavant ne sortaient jamais du cercle étroit des rapports domestiques et familiaux, en les faisant participer directement à la production sociale, la grande industrie mécanique stimule leur développement et accroît leur indépendance. En un mot, elle leur donne des conditions de vie bien supérieures à l'immobilisme patriarcal des rapports précapitalistes.* (Vladimir Lénine, « Le développement du capitalisme en Russie », 1899, *Œuvres*, Progrès, t. 3, p. 581)

Le capitalisme ne peut donner à la femme des conditions égales à celles de l'homme de participation à la production sociale. Même en la mettant au travail comme l'homme, il laisse à la femme le fardeau domestique. Mais y compris dans ces conditions, il est indéniablement progressiste que la femme sorte du foyer, échappe à cette prison domestique, élargisse son horizon intellectuel, au-delà des quatre murs de la maison, puisse s'intégrer aux organisations et aux luttes de prolétariat. C'est dans ce sens que les communistes sont partisans indéfectibles des femmes au travail. Non pas parce qu'ils ignorent qu'en régime capitaliste la femme n'a pas accès au travail dans les mêmes conditions que l'homme, non pas parce qu'ils croient que toutes les femmes peuvent avoir accès au travail en régime capitaliste, mais parce qu'ils savent que partout où cela est réalisé ou possible, c'est un gain pour le développement de la conscience sociale et politique des femmes, c'est un gain vers le socialisme. En cela même aussi, les communistes luttent avec acharnement contre les réactionnaires de toutes tendances, contre la Bourgeoisie, contre l'Église catholique qui s'est toujours faite la défenderesse de la femme … au foyer ! Ils luttent contre la réaction sous toutes ses formes, y compris sous ses formes « modernes » qui maquillent l'oppression sous la proposition « avant-gardiste » (!) de l'attribution d'un salaire à la femme au foyer.

Nous citerons, pour illustrer concrètement ce que la révolution prolétarienne et le socialisme apporteront à la femme, les réalisations de la révolution d'Octobre en ce domaine avant la dégénérescence de l'État prolétarien sous Staline.

C'est Lénine qui passe en revue ces réalisations en rappelant d'abord que l'égalité complète est déjà réalisée dans la législation. Il poursuit :

Nous faisons participer les femmes à la vie économique, à l'administration, à la législation et à la gestion de l'État. Nous leur ouvrons les portes des cours et des établissements d'enseignement pour parfaire leurs instructions professionnelle et sociale. Nous créons des cuisines publiques et des cantines, des blanchisseries et des ateliers de réparation, des crèches, des jardins d'enfants, des orphelinats, toutes sortes d'établissements d'éducation. Bref nous nous appliquons sérieusement à satisfaire l'exigence de notre programme de décharger sur la société les fonctions ménagères et éducatives du ménage individuel. De cette façon, la femme est affranchie de l'ancienne servitude domestique et de sa dépendance du mari. Elle a toute possibilité de déployer son activité dans la vie sociale, selon ses aptitudes et ses goûts. Quant aux enfants, ils bénéficient de conditions plus favorables à leur développement que celles dont ils disposaient à la maison. Nous avons la législation la plus avancée du monde en ce qui concerne la sécurité du travail féminin. Les délégués des ouvriers organisés la mettent en pratique. Nous instituons des maternités, des foyers pour les femmes et les bébés, nous organisons des consultations pour les mères, des cours de puériculture, des expositions de protection de la maternité et de l'enfance, etc. Nous faisons les efforts les plus sérieux pour subvenir aux besoins des femmes indigentes et sans travail.

Nous nous rendons parfaitement compte que c'est peu de chose en comparaison des besoins des masses de femmes laborieuses, que c'est encore bien insuffisant pour leur affranchissement effectif. Mais c'est déjà un immense progrès par rapport à la situation en Russie tsariste. C'est même beaucoup en regard de ce qui se fait là où le capitalisme règne encore sans partage. C'est un bon début. (automne 1920, cité par Clara Zetkin, « Mes souvenirs sur Lénine », 1924, dans Vladimir Lénine, *Sur l'émancipation de la femme*, Progrès, 1973, p. 120-121)

Les principes, les tâches et la méthode du travail communiste parmi les femmes

Dans le travail politique qu'ils font parmi les femmes, les communistes s'appuient donc sur les principes suivants :

- Ils ne dissocient jamais la question de l'oppression des femmes et de leur émancipation, de l'abolition de la propriété privée et de la réalisation du socialisme dont l'avènement peut seul permettre d'affranchir la femme de son « esclavage et établir les rapports homme-femme sur la base de l'égalité ;

- Ils n'attendent pas la victoire du socialisme pour se saisir de cette question mais luttent systématiquement pour les droits démocratiques des femmes (et l'ensemble des questions démocratiques) parce que cette lutte est une condition fondamentale de la victoire de la révolution prolétarienne ;
- Ils n'agissent pas auprès des femmes comme si le socialisme était déjà réalisé, leurs conditions d'accès au travail social égales à celles de l'homme et leur esclavage domestique éliminé ;

Femmes et hommes : une lente décrue des inégalités

À l'école, les filles ont de meilleurs résultats scolaires que les garçons. Pour celles qui rejoignent l'enseignement supérieur, l'orientation s'effectue plutôt vers des carrières dans le domaine médico-social ou médical et les sciences humaines. Ainsi, l'emploi des femmes se concentre dans certains secteurs d'activité et certains métiers, notamment de services et du soin. Plus diplômées que les hommes, les femmes ne représentent toutefois que 43 % des emplois de cadres et professions intellectuelles supérieures en 2020. Cette part a cependant doublé depuis 1980.

Le taux d'activité des femmes augmente régulièrement depuis le milieu des années 1970, alors que celui des hommes est plutôt stable depuis le début des années 1990 : en 2020, parmi les 15-64 ans, 68 % des femmes et 75 % des hommes participent au marché du travail. En 2019, le revenu salarial des femmes reste inférieur en moyenne de 22 % à celui des hommes (28 % en 2000). Un peu moins d'un tiers de cet écart s'explique par des différences de durée de travail. À l'arrivée des enfants, pour concilier vie privée et vie professionnelle, les femmes sont toujours plus nombreuses que les hommes à interrompre leur activité ou à réduire leur temps de travail : en 2020, celles qui travaillent sont trois fois plus souvent à temps partiel que les hommes (cinq fois plus en 2008). Les femmes ont également moins souvent accès aux postes les mieux payés et travaillent dans des entreprises et secteurs d'activité moins rémunérateurs.

La vie en couple est la situation la plus répandue. Néanmoins, avec la hausse des ruptures d'union, le nombre de mères à la tête d'une famille monoparentale a augmenté de 24 % entre 2006 et 2018. Parmi elles, une sur trois vit sous le seuil de pauvreté. Du fait de carrières professionnelles plus courtes et moins bien rémunérées, les femmes partent à la retraite en moyenne un an plus tard que les hommes et leurs pensions sont inférieures. Enfin, en raison d'une espérance de vie plus élevée, les femmes sont majoritaires parmi les 65 ans ou plus, et leur part s'accroît avec l'âge. Davantage confrontées au veuvage, les femmes vivent plus souvent seules aux âges avancés et, après 75 ans, vivent plus fréquemment en établissement et dans des situations de dépendance.

Hommes et femmes, INSEE, 3 mars 2022

- Ils apprécient pleinement la nécessité d'entrainer les femmes dans la lutte politique, de les faire participer activement à « toutes les branches » de la lutte du prolétariat et de les gagner comme membres à part entière du parti révolutionnaire du prolétariat.

Quelles sont les tâches qui découlent de ces principes ? L'Internationale communiste énonçait en 1921 un ensemble de tâches qui restent encore aujourd'hui la base essentielle du travail des communistes parmi les femmes.

- *Éduquer les grandes masses féminines dans l'esprit du communisme et les attirer dans les rangs du parti.* (Q*uatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste*, Maspero, 1978, p. 145)

- *Combattre les préjugés relatifs aux femmes dans les masses du prolétariat masculin, en renforçant dans l'esprit des ouvriers et des ouvrières l'idée de la solidarité des intérêts des prolétaires des deux sexes.* (p. 145)

- *Affermir la volonté de l'ouvrière.... Éveiller son activité en la faisant participer aux actions de masses, à la lutte contre l'exploitation capitaliste dans les pays bourgeois (contre la cherté de la vie, la crise du logement et le chômage).* (p. 145)

- *Mettre à l'ordre du jour du parti... les questions relatives à l'égalité de la femme et à sa défense comme mère.* (p. 145)

- *Lutter systématiquement contre l'influence de la tradition, des mœurs bourgeoises et de la religion, afin de préparer la voie à des rapports plus sains et plus harmonieux entre les sexes et à l'assainissement moral et physique de l'humanité travailleuse.* (p. 145)

- *Le relèvement du niveau général de culture de la masse est un des meilleurs moyens de lutte contre la routine et les préjugés religieux répandus dans le pays... Favoriser le développement des écoles pour adultes et en rendre l'accès facile aux femmes ; mener une agitation directe contre l'influence bourgeoise dans les écoles.* (p. 147)

- *Aider les grandes masses du prolétariat féminin et des paysannes à exercer leurs droits électoraux aux élections parlementaires et autres en faveur du parti communiste, tout en faisant ressortir le peu de valeur de ces droits tant pour l'affaiblissement de l'exploitation capitaliste que pour l'affranchissement de la femme.* (p. 146)

- *Consacrer la plus grande attention à l'application du principe à travail égal, salaire égal.* (p. 147)
- *Veiller à ce que les femmes communistes collaborent à toutes les institutions législatives, municipales, pour préconiser dans ces organes la politique révolutionnaire de leur parti.* (p. 147)
- *Expliquer aux femmes le caractère arriéré et non économique du système des ménages isolés.* (p. 147)
- *Expliquer aux femmes… le défaut de l'éducation bourgeoise donnée aux enfants.* (p. 147)
- *Éveiller l'activité politique chez les ménagères… propager l'idée des Soviets particulièrement parmi les paysannes.* (p. 146)
- *Sur la base de l'union du prolétariat international des deux sexes dans les tâches communes de classe.* (p. 147)

Quant à la méthode avec laquelle le travail communiste doit être mené parmi les femmes, l'Internationale communiste déclare qu'elle doit viser à promouvoir toute action tendant à éveiller l'initiative des femmes, détruire son manque de confiance en ses propres forces, l'entrainer au travail pratique dans le domaine de l'organisation et de la lutte, lui apprendre par la réalité, le but du communisme et ses principes.

Il s'agit d'une méthode qui ne diffère pas de la méthode communiste du travail de masse, mais qui met particulièrement l'accent sur les initiatives ales actions pratiques comme moyen de faire accéder les femmes à la théorie et aux buts du communisme. En d'autres termes, du fait de leur asservissement, de leur isolement familial et des influences bourgeoises énormes qui pèsent sur elles, l' « *arriération politique* » de la majorité des femmes est à ce point grande qu'il importe tout particulièrement de ne pas les détourner du communisme en les abordant par des séries de proclamations théoriques d'allure abstraite. Il faut au contraire les entrainer au communisme en partant de leur situation concrète et par des luttes concrètes fondées sur leurs besoins réels.

Les syndicats sont à ce titre le terrain fondamental du travail parmi les femmes. Non pas parce qu'ils regroupent une majorité des femmes des classes laborieuses. Ce n'est pas le cas. Mais parce que dans les syndicats se trouvent déjà organisées un nombre important de femmes qui sont ainsi associées aux luttes de l'ensemble des travailleurs. Étant organisées et participant à ces luttes, leur conscience sociale est plus développée. Avec elles, il est possible de développer un travail de masse contre l'op-

pression de toutes les femmes et de rejoindre ces catégories inorganisées de femmes travailleuses ou de ménagères.

L'Internationale communiste donne des exemples d'initiatives que les communistes doivent prendre dans leur travail parmi les femmes. Ces exemples caractérisent en même temps la méthode de leur travail qui dans la lutte et l'action pratique vise à coaliser le plus grand nombre de femmes : ainsi, dans les milieux de travail, les communistes doivent susciter l'organisation de réunions d'ateliers ou de départements pour les ouvrières ou les employées ; de même ils doivent organiser ou s'associer à l'organisation de réunions publiques soit pour les ouvrières ou les employées d'une branche d'industrie, soit pour les ménagères et pour les travailleuses de toutes les branches, dans un pays ou dans une région, une ville ou un quartier, etc. Ces réunions, ces conférences ouvertes s'occupent des besoins, des revendications des femmes laborieuses, elles élisent des comités ad hoc, des délégations, etc. Elles sont la traduction de la méthode même avec laquelle les communistes font leur travail de masse, la méthode du front unique ouvrier élaborée par le 3e et le 4e congrès de l'IC.

Il est intéressant de relater à ce sujet la discussion entre la communiste allemande Clara Zetkin et Lénine qui précéda le troisième congrès de l'IC.

S'inspirant du modèle des conférences de femmes sans-parti organisées par les bolcheviks en URSS, Clara Zetkin avait conçu le projet d'étendre cette méthode à l'échelle internationale et d'organiser un congrès mondial des femmes. Elle présenta son projet à Lénine en vue d'obtenir son appui et de le défendre ensuite au congrès de l'IC.

Selon elle, ce congrès devait rassembler le plus largement les déléguées du plus grand nombre de pays, provenant des organisations syndicales, des organisations politiques du mouvement prolétarien, mais aussi des organisations bourgeoises de femmes de toutes tendances, ainsi que les personnalités féminines en vue, du monde médical, de l'enseignement, les écrivains, etc. Au centre de sa préparation se trouveraient les communistes, au niveau de l'Internationale mais aussi dans chaque section nationale. Le congrès devait être l'occasion d'une campagne publique de masse en vue d'attirer l'attention des grandes masses de femmes, les pousser à une étude approfondie des questions débattues sur leurs conditions, soulever leur intérêt pour le congrès et donc pour le communisme et les partis de l'IC. Il devait être une sorte de « représentation populaire », une assemblée internationale de déléguées n'ayant rien en commun avec un parlement bourgeois.

Les communistes y formeraient une délégation parfaitement homogène ; ils y défendraient leurs thèses, leurs résolutions, leurs mots d'ordre en faisant tous les efforts pour placer leur politique au centre du congrès, et de l'intérêt de l'opinion publique.

Lénine réagit au projet, d'abord en affirmant qu'un tel congrès accomplirait un travail important.

> *Il nous permettrait de conquérir les grandes masses de femmes, notamment, les femmes occupées à un travail professionnel de toute sorte : ouvrières de l'industrie, femmes de ménage, institutrices et autres employées.* (novembre 1920, cité par Clara Zetkin, « Mes souvenirs sur Lénine », 1924, dans Vladimir Lénine, *Sur l'émancipation de la femme*, Progrès, 1973, p. 125)

Il voyait l'importance du congrès du point de vue de son apport, comme expression de la « *révolte consciente des masses de femmes* » (p. 125), au mouvement du prolétariat engagé partout dans d'importants conflits économiques et des grèves politiques. Mais Lénine posa à Clara Zetkin une question fondamentale :

> *Ne craignez-vous pas que dans les comités et le congrès même, vous, les femmes communistes, ne soyez écrasées par la supériorité numérique des représentantes de la bourgeoisie et du réformisme et par leur habileté certainement supérieure ? Et puis, avant tout, êtes-vous réellement sure de la préparation marxiste de nos camarades communistes, de celles dont on pourrait constituer un groupe de choc capable de soutenir avec honneur le combat ?* (p. 125)

À cela Clara Zetkin répondit qu'au nombre et à l'habileté des éléments non communistes, les communistes opposeraient la supériorité scientifique du matérialisme historique dans l'interprétation des problèmes sociaux. Elle précisa que la formation insuffisante de certaines camarades serait complétée par une préparation et un travail systématique en commun. Elle ajouta :

> *Et si même nous étions battues au vote, le fait seul de notre lutte mettrait le communisme au premier plan et aurait une grande portée de propagande, tout en nous créant de nouveaux points d'appui pour notre lutte.* (p. 126)

Lénine reprit :

> *Je crois que vous avez raison. Après une lutte acharnée, la défaite elle-même serait un gain, une préparation aux conquêtes futures parmi les masses de femmes laborieuses ... Il est impossible que nous y perdions tout. Mais Je compte évidemment sur la victoire, je la sou-*

Les femmes, premières victimes des violences sexuelles et conjugales

Sur la période de 2011 à 2018, d'après l'enquête *Cadre de vie et sécurité*, les violences conjugales (violences physiques et/ou sexuelles exercées par le conjoint ou l'ex-conjoint) ont fait en moyenne 295 000 victimes par an en France métropolitaine, dont 213 000 femmes (72 %). En 2020, en France, 125 morts violentes au sein du couple ont été recensées par les services de police et unités de gendarmerie ; parmi les victimes, 102 sont des femmes.

La crise sanitaire et les différents confinements ont aussi eu un impact important sur l'activité des numéros d'appel et des plateformes traitant des violences faites aux femmes. Le service 3919 a par exemple pris en charge 22 % d'appels de plus en 2020 qu'en 2019 (99 538 appels). Les violences conjugales enregistrées comme commises pendant le premier confinement de 2020 font état d'un nombre de victimes 10 % plus élevé qu'à la même période en 2019. Au deuxième confinement, ce nombre est toutefois en baisse de 13 % par rapport à 2019.

Sur la période 2016-2018, en France métropolitaine, les violences strictement sexuelles –viols, tentatives de viol et attouchements sexuels– ont fait en moyenne 294 000 victimes par an parmi les personnes âgées de 18 à 75 ans, soit 0,7 % de la population de cette classe d'âge. Parmi ces victimes, 31 % ont déclaré avoir subi un viol et 14 % une tentative de viol. Ces victimes sont très majoritairement des femmes (81 %) et souvent de jeunes adultes tous sexes confondus, les 18-29 ans représentant 39 % des victimes. Dans 28 % des cas, le conjoint ou l'ex-conjoint (au sens large : concubin, pacsé, petit ami, etc.) est l'auteur des violences sexuelles. S'agissant des viols ou tentatives de viol, neuf femmes adultes sur dix qui en sont victimes connaissent leur agresseur (dans 45 % des cas, le conjoint ou l'ex-conjoint).

Selon l'enquête *Violences et rapports de genre* de l'Ined, parmi les personnes qui déclarent avoir subi un (ou des) viol(s) ou tentative(s) de viol, 56 % des femmes et 76 % des hommes ont été agressés pour la première fois avant 18 ans (40 % des femmes et 60 % des hommes avant 15 ans). Parmi les violences sexuelles sur mineurs enregistrées par les forces de sécurité en 2020, une agression sur trois a lieu dans le cadre du cercle familial et 81 % des victimes sont des filles.

Hommes et femmes, INSEE, 8 mars 2022 [le titre est des CRC]

> *haite de tout cœur. Elle augmenterait considérablement notre puissance, étendrait et consoliderait le front de notre lutte, elle apporterait dans nos rangs de l'animation, du mouvement et de l'activité. C'est toujours utile.* (p. 126)

Mais Lénine appuyait aussi le projet de congrès et sa forme pour une autre raison fondamentale, à savoir que :

> *Le congrès accroîtra l'inquiétude, l'incertitude, les contradictions et les conflits dans le camp de la bourgeoisie et de ses amis réformistes… il y aura là d'honnêtes socialistes-démocrates apprivoisées sous le commandement suprême de Scheidemann, de Dittmann, de Legien* [dirigeants du SPD réformiste] *, et de pieuses chrétiennes bénies par le pape ou adeptes de Luther ; d'authentiques filles de conseillers privés et des femmes de conseillers d'État frais émoulus, des pacifistes anglaises distinguées comme des ladies et d'ardentes suffragettes françaises. Quel chaos, quel désarroi du monde bourgeois sera révélé par ce congrès ! Quel tableau de désespoir inconsolable ! Le congrès accentuerait la désintégration de la contre-révolution et diminuerait par cela même ses forces. Or tout affaiblissement des forces de l'ennemi équivaut à l'augmentation de notre puissance. Moi, je suis pour le congrès.* (p. 126-127)

On trouve dans cette discussion l'expression de la pensée dialectique communiste dans toute sa richesse.

Le gauchisme qui pérore sur la lutte des classes mais en ignore profondément la méthode et les ressorts, verra sans doute dans l'invitation adressée aux organisations bourgeoises de femmes un compromis inadmissible avec la pureté des principes du communisme. Mais il n'y a là ni compromis, ni trahison révisionnistes !

Lénine et Zetkin ne proposent pas la coalition des organisations bourgeoises et des organisations ouvrières. Ils ne proposent pas une alliance programmatique de la bourgeoisie et de la classe ouvrière sur la question de la lutte contre l'oppression des femmes. Mais ils savent qu'en prenant l'initiative d'organiser un congrès international des femmes, si les communistes sollicitent la présence des organisations bourgeoises de femmes, le congrès aura d'abord un prestige sans commune mesure et fournira ainsi une tribune incomparable aux communistes pour défendre leurs positions, en toute indépendance. Le congrès mondial des femmes ne fut toutefois par organisé parce qu'il se heurta à l'opposition des communistes allemands et bulgares qui à cette époque dirigeaient les forces les plus importantes du mouvement communiste des femmes.

> *C'est dommage, bien dommage ! Ces camarades ont négligé la brillante possibilité d'ouvrir aux grandes masses de femmes des perspectives nouvelles, meilleures et de les faire participer ainsi à la lutte révolutionnaire du prolétariat.* (novembre 1920, Clara Zetkin, « Mes souvenirs sur Lénine », 1924, dans Vladimir Lénine, *Sur l'émancipation de la femme*, Progrès, 1973, p. 127)

Et il ajouta à l'adresse de Clara Zetkin :

> *Continuez à chercher l'accès des masses de femmes… Cherchez-le coute que coute.* (p. 127)

Comment le parti structure-t-il son travail parmi les femmes ?

L'analyse marxiste scientifique de l'oppression des femmes et des conditions de sa suppression, les principes et les méthodes du travail qui découlent de cette analyse ont des implications organisationnelles dans le Parti.

Il faut d'abord réaffirmer que les communistes ne considèrent pas la question des femmes comme une question séparée, au sens où la femme et la lutte pour l'émancipation des femmes échapperait à la politique, donc au communisme et à ses principes. Dans le cadre de la préparation des thèses à soumettre au 3e congrès de l'IC, Lénine disait :

> *Il faut bien mettre au point la question du lien indestructible entre la situation de la femme, en tant qu'être humain et membre de la société, et la propriété privée des moyens de production. De cette façon, nous sommes sûrs de nous désolidariser du mouvement bourgeois en faveur de « l'émancipation de la femme ». Cela nous donne le motif d'envisager le problème féminin comme une partie de la question sociale, ouvrière, et nous autorise de ce fait à le rattacher solidement à la lutte prolétarienne de classe et à la révolution.* (novembre 1920, cité par Clara Zetkin, « Mes souvenirs sur Lénine », dans Vladimir Lénine, *Sur l'émancipation de la femme*, Progrès, 1973, p. 114)

Il n'y a pas de libération des femmes sans solution de la question sociale, donc sans socialisme.

De là découle qu'il n'y a pas d'organisations séparées de femmes communistes et qu'une communiste est membre du parti, avec les mêmes devoirs et les mêmes droits que ses camarades du sexe masculin. Tel est le premier principe organisationnel proclamé par l'IC.

Mais parce que la question des femmes n'est pas une question séparée et que les femmes communistes n'ont pas un statut distinct au sein du parti,

il ne s'ensuit nullement que la situation des femmes en régime capitaliste - sa double oppression - ne réclame pas des méthodes de travail communiste particulières et des organes spéciaux au sein du parti pour s'en charger.

> *Nous ne devons cependant pas fermer les yeux sur les faits... La mentalité arriérée, apolitique, non sociale de ces masses de femmes, l'exigüité de leur champ d'action, la mesquinerie de leur mode de vie, voilà les faits. Il serait absurde, tout à fait absurde de s'en détourner. Il nous faut avoir nos propres organismes qui travaillent parmi les femmes, des méthodes de propagande et des formes d'organisation spéciales*. (p. 114-115)

Cette position en faveur des méthodes de travail particulières parmi les femmes et de la création d'organismes spéciaux au sein du parti allait être reconnue par l'IC et proclamée par son troisième congrès comme principe organisationnel allant de pair avec l'égalité en devoirs et en droits des femmes communistes dans le parti. Elle s'opposait à la position de communistes, notamment en Allemagne, qui s'étaient résolument opposés aux méthodes particulières et aux organismes spéciaux de travail parmi les femmes.

Clara Zetkin a relaté que ces camarades tentaient de prouver que les partis communistes qui, en principe, admettent entièrement l'égalité des femmes, devaient poursuivre leur travail parmi les masses laborieuses sans distinction quelconque. Ils considéraient les méthodes particulières et les organismes spéciaux comme de l'opportunisme, comme la trahison et l'abandon du principe d'égalité.

Le 8 mars est le jour de l'émancipation d

Lénine fustigea ces communistes en disant que leur position découlait d'une conception « *fort rigide* », qu'elle était le fait de « *cerveaux révolutionnaires mais brouillons* », trahissant leur incapacité d'analyser les faits réels en se réfugiant derrière « *la pureté du principe* » (p. 125).

Par leur position ces camarades démontraient à l'égard des femmes les mêmes préjugés que les communistes ont pour tâche de combattre avec acharnement aussi bien dans leurs rangs que dans tout le prolétariat et dans la société tout entière.

L'Internationale communiste rendit obligatoire pour tous ses partis membres la création de sections ou commissions fonctionnant auprès de tous les organismes du parti, en premier lieu d'une commission centrale fonctionnant auprès du comité central, pour l'accomplissement du travail parmi les femmes.

Organe spécial du travail parmi les femmes, cette commission centrale devait préparer au compte du CC l'élaboration de la ligne politique, les perspectives, les méthodes de travail et les mots d'ordre à mettre de l'avant dans ce travail. Elle avait notamment comme responsabilité la publication d'une « feuille » centrale et la rédaction de journaux périodiques pour les femmes laborieuses.

L'IC appréciait toute l'importance du travail de cette commission et décidait qu'en conséquence :

> *Si la directrice de la section (commission) des femmes auprès du comité central n'est pas membre de ce comité, elle a le droit d'assister à toutes les séances avec voix délibérative sur les questions concernant la section, avec voix consultative sur toutes les autres. Elle est ou bien nommée par le comité central du parti ou bien*

> *élue au congrès général de ce dernier*. (*Quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste*, Maspero, 1978, p. 149)

Dans chaque école du parti, il devait obligatoirement y avoir un cours sur les méthodes du travail parmi les femmes.

Précisons enfin que le travail de cette commission centrale (et des autres commissions fonctionnant auprès des autres comités du parti) était conçu par l'IC dans un esprit de « libre initiative », destinée à susciter plutôt qu'à étouffer l'activité créatrice des femmes. Un principe général venait sanctionner cette conception politique :

> *Unité dans la ligne politique et dans la structure du parti, libre initiative des commissions et des sections dans tout ce qui tend à procurer à la femme sa complète libération et égalité, ce qui ne saurait être pleinement obtenu que par le parti, en entier. Il ne s'agit pas de créer un parallélisme, mais de compléter les efforts du parti par l'activité et l'initiative créatrices de la femme.* (*Quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste*, Maspero, 1978, p. 149)

Conclusion

De la synthèse que nous venons de présenter sur les principes et les méthodes du communisme dans le travail politique parmi les femmes découlent pour notre organisation un ensemble de conclusions que nous résumerons ici brièvement.

1) En fonction de la ligne politique développée dans la synthèse qui précède, nous devons, compte tenu du développement de l'organisation et des tâches centrales sur lesquelles se fonde sa construction, commencer un travail centralisé et systématique parmi les femmes.

2) Ce travail doit s'accomplir principalement dans les syndicats, c'est-à-dire là où les femmes sont déjà intégrées au plan de l'organisation aux rangs du prolétariat et où se font déjà (au moins depuis quelques années) des rassemblements, des actions et des initiatives pour la revendication des droits des femmes, contre toutes les formes de l'oppression qu'elles subissent en régime capitaliste aussi bien sur le plan légal (législation réactionnaire du mariage, du divorce, des enfants légitimes ou naturels, de l'avortement) que sur le plan économique (à travail égal, salaire égal) et social (revendications d'un système de garderie public généralisé financé par l'État et contrôlé exclusivement par ses usagers, lutte contre l'influence de l'Église dans l'éducation, etc.).

3) Nous devons pour ce faire ajouter à la synthèse qui précède une plateforme concrète de revendications pour les droits des femmes à partir

d'une étude (dont des éléments existent déjà dans les centrales syndicales) de la situation qui lui est faite au Canada et au Québec.

4) L'exposé et la diffusion de notre ligne générale sur cette question, la défense des revendications que nous mettons de l'avant, l'élaboration de perspectives, dans le cadre de la stratégie du Front Unique Ouvrier, pour entrainer les femmes dans la lutte politique sont déterminantes pour gagner au communisme, des femmes aujourd'hui inorganisées, ou organisées seulement dans les syndicats.

5) Ce travail ne peut se faire comme un travail « séparé », mais essentiellement au compte de l'organisation entière, c'est-à-dire de manière centralisée, sous la responsabilité du comité central, par un comité ou une commission qui en soit chargée spécialement. Ce comité ou la commission devrait être sous la direction d'une camarade ; il devrait se composer non seulement de femmes mais aussi d'hommes puisqu'il ne s'agit en rien de mener notre travail parmi les masses féminines sur la base d'un partage sexuel des tâches dans l'organisation. La camarade directrice serait en même temps porte-parole publique de notre politique en direction des femmes dans les organisations ouvrières, ou ailleurs.

6) Nous devons continuer d'appliquer avec la plus grande attention ce principe fondamental à savoir que tous les camarades de l'organisation ont les mêmes droits et les mêmes devoirs.

7) Dans l'application de ce principe d'égalité en droits et en devoirs de tous les camarades, nous devrons tenir compte avec le plus d'attention de la situation des camarades féminines qui ont la charge d'enfants ou sur qui pèse le fardeau des tâches domestiques. Nous ne devons agir en aucune circonstance comme si les tâches domestiques étaient d'ores et déjà socialisées, et comme si les femmes qui ont des enfants avaient les mêmes conditions que les hommes pour participer au travail social.

8) Nous reconnaissons que si la maternité comme telle est une fonction sociale imposée par la nature à la femme, il n'en va pas de même de l'ensemble des tâches domestiques dont la femme hérite le plus souvent mais qui ne lui sont en rien imposées par la nature ! Comme communistes, dans nos ménages, nous n'agissons donc pas comme si les tâches domestiques étaient le lot naturel de la femme, mais nous visons à ce que ces tâches soient réellement partagées et supportées par le couple, et non par la femme seule ou d'abord par elle.

9) Par ailleurs, justement parce que la maternité est une fonction sociale, dont l'accomplissement est nécessaire au prolétariat même, nous n'entre-

tenons dans nos rangs ou à l'extérieur aucune attitude qui tende à décourager l'exercice de cette fonction.

10) Nous savons que l'éducation socialisée des enfants est cent fois supérieure à l'éducation bourgeoise isolée, mais nous ne prétendons pas que cette éducation socialisée est aujourd'hui réalisée ou accessible à la plupart des couples. Nous savons qu'il n'existe pas de réseau public généralisé, de qualité et à coût réduit, de garderies. Nous savons que même là où des garderies « privées » existent, elles sont souvent à prix élevés, inabordables pour les couples, et que même lorsqu'elles sont à prix abordables, il n'est pas toujours évident ! qu'elles offrent des conditions d'éducation supérieures aux enfants ! Nous reconnaissons donc que les femmes et les couples peuvent être amenés à garder leurs enfants à la maison pendant des périodes de temps plus ou moins prolongées et qu'ils doivent en conséquence prendre une partie de leur temps pour assumer cette charge, tout en poursuivant leur travail de militants dans l'organisation.

11) Nous sommes des partisans irréductibles des femmes au travail parce que nous savons que c'est en échappant aux tâches domestiques, dans les quatre murs de la maison, que les femmes et les hommes élargissent le mieux leurs horizons, développent leur conscience politique et sociale. Nous le savons pour nos camarades mêmes, parce que c'est dans un milieu de travail, comme militantes, qu'elles trouvent les meilleures conditions d'accomplissement de leurs tâches de communistes. Mais nous savons aussi qu'en régime capitaliste, toutes les femmes ne peuvent pas s'affranchir du joug domestique et de la charge des enfants qui pèsent sur elles et donc aller se chercher un travail à l'extérieur. Et nous reconnaissons que ces femmes ménagères ont leur place dans l'organisation au même titre que toutes les femmes et tous les camarades.

Il importe en terminant de rappeler les propos de Lénine concernant l'attitude des communistes à l'égard des femmes :

> *Parmi nos camarades il y en a encore beaucoup dont on peut dire malheureusement : « grattez un peu le communiste et vous trouverez le philistin ». Certes, il faut gratter à l'endroit sensible : sa mentalité à l'égard de la femme. En est-il une preuve plus évidente que le fait que les hommes regardent tranquillement les femmes s'user à un menu travail monotone, éreintant, qui absorbe leur temps et leurs forces : les soins du ménage ? Ils voient avec cela se rétrécir peu à peu l'horizon de leurs compagnes, ternir leur esprit, ralentir le battement de leur cœur, faiblir leur volonté. Il y a très peu de maris, même parmi les prolétaires, qui pensent à alléger sensiblement les peines et les soucis de leurs femmes ou même à les en débarrasser complètement, en les aidant au « travail féminin » ... La vie domes-*

tique de la femme, c'est le sacrifice quotidien d'elle-même dans de petits riens. L'ancienne domination du mari survit sous une forme latente. Son esclave s'en venge objectivement, sous une forme latente également : l'état arriéré de la femme, son incapacité à comprendre les idéaux révolutionnaires du mari affaiblissent son courage et sa résolution dans la lutte ... Notre travail communiste parmi les masses de femmes, notre activité politique comporte une grande part de travail d'éducation parmi les hommes. Il faut extirper jusqu'aux moindres vestiges l'ancien point de vue esclavagiste, dans le parti comme dans les masses. Cela concerne nos tâches politiques au même titre que la formation urgente d'un état-major de camarades, hommes et femmes, qui ont une sérieuse préparation théorique et pratique pour exécuter et faire progresser le travail du parti parmi les femmes laborieuses. (novembre 1920, selon Clara Zetkin, « Mes souvenirs sur Lénine », 1924, dans Vladimir Lénine, *Sur l'émancipation de la femme*, Progrès, 1973, p. 119-120)

Chaque cuisinière doit apprendre à gérer l'État / R. Makarychev, 1925

Roch Denis

R. Denis en 2003, photo D. Bernier

Né en 1944, Roch Denis milite quand il est lycéen au RIN nationaliste québécois. Étudiant, il obtient une bourse pour l'IEP de Grenoble. Sous l'influence de l'historien Pierre Broué, il rejoint l'OCI dirigée par Lambert [voir *Cahier révolution communiste* n° 9], dont la légitimation théorique et politique est fournie par Broué, Gérard Bloch, Stéphane Just... À cette époque, l'OCI et son courant international (CORQI) soutiennent sans aucune réserve les mouvements nationalistes des opprimés.

Devenu enseignant-chercheur en sciences politiques au Canada, il fonde avec Louis Gill et Serge Denis le GSTQ (affilié au CORQI). Dans un contexte de luttes sociales et nationale intenses au Québec, le GSTQ concurrence avec un certain succès la mouvance stalino-maoïste ainsi que les autres groupes « trotskystes », la LSO-WSL et le GMR-RMG, tous deux membres de la « 4e Internationale » pabliste (SUQI dirigé alors par Mandel, Maitan, Hansen, Moreno…). Le GST participe aux luttes des femmes travailleuses, contrairement à l'OCI française. Il consacre beaucoup d'énergie au travail syndical, sans s'opposer frontalement aux bureaucraties syndicales nationalistes francophones qui sont hégémoniques au Québec. En effet, il a une position opportuniste sur la question nationale, l'indépendance étant assimilée à la révolution. Il revendique une assemblée constituante.

La fusion entre la FB sortie du SUQI en 1979 et le CORQI échoue. En 1981, Moreno constitue la LIT-QI et Lambert la QI-CIR. La QI-CIR opère un tournant sur la question nationale en défendant les États existants comme « indivisibles ». La classe ouvrière reflue au Québec et ailleurs. Le GST-WSG quitte la QI-CIR en 1987 sur une base opportuniste, avec une partie de la section brésilienne conduite par Luis Favre et le SLG britannique. Favre se rallie au PT, les Canadiens rejoignent le NPD-NDP, le parti ouvrier bourgeois canadien. Ils s'y dispersent. Les chemins de Louis Gill et Roch Denis se séparent. Ce dernier devient recteur de l'Université du Québec à Montréal en 2001, ce qui aurait été difficile pour le dirigeant d'une organisation se réclamant du trotskysme. Il prend sa retraite en 2007.

Vladimir Lénine

Allocution à la conférence des femmes travailleuses 19 novembre 1918

Camarades,

À certains égards, la conférence de la section des femmes de l'armée des travailleurs a une importance particulière car, dans tous les pays, une difficulté est de rallier les femmes au mouvement. Il ne peut pas y avoir de révolution socialiste si de nombreuses travailleuses n'y prennent pas une part marquante.

Dans tous les pays civilisés, même les plus avancés, la situation des femmes est telle que c'est à juste titre qu'on les appelle des esclaves domestiques. Il n'est pas un seul État capitaliste, fût-ce la république la plus libre, où les femmes jouissent de l'égalité des droits, pleine et entière.

La tâche de la République des Soviets est au premier chef d'abolir toute limitation aux droits des femmes. Le procès en divorce, source de la servitude, de l'humiliation, de la pourriture bourgeoise, le pouvoir des soviets l'a complètement aboli.

Voici bientôt un an qu'existe une législation tout à fait libre sur le divorce. Nous avons promulgué un décret qui a supprimé la différence entre l'enfant légitime et l'enfant naturel, ainsi que toute une série de restrictions politiques ; nulle part l'égalité et la liberté des travailleuses n'ont été aussi pleinement réalisées.

Nous savons que tout le poids des lois périmées retombe sur la femme de la classe ouvrière.

Notre code a, pour la première fois dans l'histoire, rayé tout ce qui rendait les femmes inférieures en droits. Mais il ne s'agit pas seulement de légiférer. Dans nos villes et dans les régions industrielles, cette loi sur la liberté complète du mariage prend bien racine, mais, dans les campagnes, il arrive souvent, très souvent, qu'elle reste sur le papier. Jusqu'ici, le mariage religieux y prédomine. Les femmes le doivent à l'influence des prêtres ; il est plus malaisé de lutter contre ce mal que contre l'ancienne législation.

Lénine en 1918

Il faut lutter contre les préjugés religieux avec une prudence extrême ; ceux qui, dans ce combat, blessent le sentiment religieux causent un grand préjudice. On doit lutter par la propagande, par l'instruction. En agissant brutalement, nous risquons d'irriter la masse ; une action menée de cette manière accentue la division des masses sur le terrain de la religion, or, notre force est dans l'union. L'origine la plus profonde des préjugés religieux se trouve dans la misère et l'ignorance ; c'est ce mal que nous devons combattre.

La situation de la femme est restée jusqu'ici telle qu'on la qualifie d'esclavage ; la femme est écrasée par les tâches domestiques et, de cette condition, seul le socialisme peut la sauver. C'est seulement lorsque nous serons passés des petites exploitations aux exploitations en commun et au travail en commun de la terre que la femme sera pleinement affranchie, émancipée. Cette tâche est ardue, mais à l'heure où se forment les comités de paysans pauvres, la révolution socialiste se renforce.

C'est seulement aujourd'hui que la partie la plus pauvre de la population s'organise à la campagne ; et là, dans ces organisations de paysans pauvres, le socialisme acquiert un fondement solide.

Il arrivait souvent naguère que la ville devint révolutionnaire et que la campagne la suivît.

La révolution actuelle s'appuie sur la campagne ; de là sa portée et sa force. L'expérience de tous les mouvements de libération montre que le succès de la révolution dépend de l'importance de la participation des femmes. Le pouvoir des soviets fait tout pour que la femme s'adonne à son travail prolétarien et socialiste de façon indépendante.

La situation du pouvoir des soviets est difficile, parce que les impérialistes de tous les pays haïssent la Russie des Soviets et se préparent à l'attaquer, parce qu'elle a allumé l'incendie de la révolution dans nombre de pays et qu'elle s'achemine résolument vers le socialisme.

Aujourd'hui, alors qu'ils veulent briser la Russie révolutionnaire, chez eux-mêmes le sol commence à brûler sous leurs pas. Vous savez que le mouvement révolutionnaire grandit en Allemagne, qu'au Danemark les ouvriers sont en lutte contre le gouvernement. Le mouvement révolutionnaire se renforce en Suisse et aux Pays-Bas. Dans ces petits pays, le mouvement n'a pas une importance par lui-même, mais il est particulièrement significatif parce qu'ils n'ont pas connu la guerre et que le régime démocratique le plus « légal » y existait. Si ces pays se mettent en branle, on peut tenir pour assuré que le mouvement révolutionnaire embrasse le monde entier.

Jusqu'ici, aucune république n'a pu libérer la femme. Le pouvoir des soviets lui vient en aide. Notre cause est invincible, car, dans tous les pays, la classe ouvrière indomptable se soulève. Ce mouvement signifie l'essor de la révolution socialiste invincible.

Bibliographie

- Vladimir Lénine, *Sur l'émancipation de la femme*, Progrès, 1973
- Alexandra Kollontaï, *Marxisme et révolution sexuelle*, Maspero, 1973
- Alexandra Kollontaï, *Conférences sur la libération des femmes*, La Brèche, 1978
- Clara Zetkin, *Batailles pour les femmes*, Éditions sociales, 1980
- Babara Evans Clements, *Bolshevik Women*, Cambridge UP, 1997
- Elizaberha Wood, *The Baba and the comrade*, Indiana UP, 1997
- Jean-Jacques Marie, *Les Femmes dans la révolution russe*, Seuil, 2017
- Anne McShane, *Bringing the revolution to the women of the East. The Zhenotdel experience in Soviet Central Asia*, University of Glasgow, 2019
- *Ženotdel: ascesa e liquidazione di una rivoluzione nella rivoluzione*, PCdL, 2023

Vladimir Lénine

Les tâches du mouvement ouvrier féminin 23 septembre 1919

Camarades,

Je suis très heureux de saluer cette conférence [4e conférence des ouvrières sans-parti de Moscou]. Je me permettrai de ne pas aborder les sujets et les problèmes qui, bien sûr, inquiètent avant tout, à l'heure actuelle, toute ouvrière et toute personne consciente appartenant aux masses laborieuses. Les problèmes les plus brulants sont ceux du blé [le pain était l'aliment de base] et de la situation militaire [face à la guerre civile des armées monarchistes et aux interventions des armées française, américaine, britannique, japonaise, italienne, polonaise…]. Mais comme me l'ont appris les comptes rendus de presse relatifs à vos réunions, ces problèmes ont été exposés à fond ici par le camarade Trotsky pour les affaires militaires et les camarades Iakovleva et Svidersky pour le blé ; aussi me permettrez-vous de ne pas en parler.

Je voudrais dire quelques mots des objectifs généraux du mouvement ouvrier féminin dans la République des soviets [conseils de travailleurs]. De ces objectifs, les uns sont liés à la réalisation du socialisme, les autres s'imposent comme une nécessité urgente.

Le pouvoir des soviets, dès ses débuts, s'est occupé du sort de la femme. Il me semble que la tâche de tout gouvernement ouvrier allant vers le socialisme sera double. La première partie en est relativement simple et facile. Elle concerne les vieilles lois qui ont placé la femme dans une situation d'inégalité par rapport à l'homme.

Depuis bien longtemps, depuis des siècles, tous les mouvements émancipateurs d'Occident ont réclamé l'abolition de ces lois vétustes et l'égalité des deux sexes devant la loi. Mais pas un État démocratique, pas une république avancée, n'a pu opérer cette réforme, car là où existe le capitalisme, là où subsiste la propriété privée de la terre, des fabriques et des usines, là où subsiste le pouvoir du capital, l'homme conserve ses privilèges.

En Russie, si on a pu changer cet état de choses, c'est que, depuis le 25 octobre 1917, le pouvoir appartient aux ouvriers. Les soviets, dès le début, se sont donné pour tâche d'être le pouvoir des travailleurs, ennemi de toute exploitation. Ils ont entrepris de supprimer toute possibilité d'exploitation des travailleurs par les propriétaires terriens et les capitalistes, de supprimer le règne du capital. Le but des soviets, c'est que les travailleurs organisent leur existence sans cette propriété privée sur la terre, les fabriques et les usines, qui, partout dans le monde, même dans les républiques les plus démocratiques, a réduit les travailleurs à un état de misère et d'esclavage salarié, et la femme à un double esclavage.

Les soviets, pouvoir des travailleurs, dès leurs premiers mois d'existence, ont accompli dans la législation touchant la femme une révolution radicale. Des lois qui plaçaient la femme dans une condition subalterne, il n'est pas resté pierre sur pierre. Je veux parler des lois qui profitaient de la faiblesse de la femme pour lui faire un sort inférieur et souvent même humiliant, c'est-à-dire des lois sur le divorce, sur les enfants naturels, sur la recherche de la paternité.

C'est justement dans ce domaine que la législation bourgeoise, même dans les pays les plus avancés, abusait de la faiblesse de la femme. Et c'est aussi dans ce domaine que les soviets n'ont pas laissé le moindre vestige des anciennes lois iniques, intolérables pour les représentants des travailleurs. Nous pouvons le dire avec fierté et sans crainte d'exagération, il n'y a pas un seul pays au monde, en dehors de la Russie des soviets, où la femme jouisse de tous ses droits et ne soit pas placée dans une position humiliante, particulièrement sensible dans la vie familiale de chaque jour. C'était là une de nos premières et plus importantes tâches.

S'il vous arrive d'avoir affaire à des partis hostiles aux bolcheviks, ou s'il vous tombe entre les mains de ces journaux qui sont publiés en russe dans les régions occupées par Koltchak ou Denikine, ou bien si vous parlez avec des gens partageant le point de vue de ces journaux, vous entendrez souvent accuser les soviets d'avoir violé la démocratie.

On nous accuse, nous représentants du pouvoir des soviets, nous bolchéviks-communistes et partisans du pouvoir des soviets, on nous accuse constamment d'avoir violé la démocratie et, pour le prouver, on dit que les soviets ont dissous l'assemblée constituante. À ces accusations, nous répondons ordinairement ceci : la démocratie enfantée sous le régime de la propriété privée du sol, alors que les gens n'étaient pas égaux, que celui qui possédait un capital était le maitre et les autres ses

esclaves salariés, cette démocratie n'a aucun valeur pour nous. Elle ne servait qu'à masquer l'esclavage, même dans les pays les plus avancés. Nous, socialistes, nous sommes pour la démocratie dans la mesure où elle allège le sort des travailleurs et des opprimés. Le socialisme se donne pour but de combattre dans le monde toute exploitation de l'homme par l'homme. La seule vraie démocratie pour nous est celle qui sert les exploités, les opprimés. C'est quand ceux qui ne travaillent pas sont privés des droits électoraux qu'existe la véritable égalité entre les hommes. Celui qui ne travaille pas ne doit pas manger.

En réponse à ces accusations, nous demandons : comment est appliquée la démocratie dans tel ou tel pays ? Nous voyons dans toutes les républiques démocratiques l'égalité proclamée, mais dans les lois civiles, dans les lois sur la famille et le divorce, nous voyons à chaque pas l'inégalité et l'humiliation de la femme. Or c'est là une violation de la démocratie à l'égard d'opprimés. La Russie soviétique, plus que tout autre pays, même plus avancé, a réalisé la démocratie en ne laissant pas dans ses lois, la moindre allusion à l'inégalité de la femme. Je le répète, pas un État, pas une seule législation démocratique n'a fait pour la femme la moitié de ce qu'a fait le pouvoir des soviets dès les premiers jours de son existence.

Naturellement, les lois ne sont pas suffisantes, et nous ne nous contentons pas de décrets. Mais, dans le domaine législatif, nous avons fait tout le nécessaire pour élever la femme au niveau de l'homme et nous pouvons en être fiers. La situation de la femme dans la Russie des soviets peut servir d'idéal aux États les plus avancés. Pourtant, ce n'est encore là qu'un commencement.

La femme dans le ménage reste encore opprimée. Pour qu'elle soit réellement émancipée, pour qu'elle soit vraiment l'égale de l'homme, il faut qu'elle participe au travail productif commun et que le travail ménager privé n'existe plus. Alors seulement, elle sera au même niveau que l'homme.

Naturellement, il ne s'agit pas ici de comparer la femme à l'homme en ce qui concerne la productivité, la quantité, la durée, les conditions de travail, etc.

Ce qu'il faut, c'est que la femme ne soit plus opprimée par sa situation économique par rapport à l'homme. La femme a beau jouir de tous les droits, elle n'en reste pas moins opprimée en fait, parce que sur elle pèsent tous les soins du ménage. Le travail domestique est généralement le moins productif, le plus barbare et le plus pénible de tous ; il est des plus mesquins et n'a rien qui puisse contribuer au développement de la femme.

Nous voulons la réalisation intégrale du socialisme, et c'est là que s'ouvre pour la femme un large champ d'action. Nous déblayons le terrain pour l'édifice socialiste, mais la construction ne commencera que le jour où nous l'entreprendrons en collaboration avec la femme jouissant de l'égalité complète, libérée de ce travail mesquin, abrutissant et stérile. Nous avons là de l'ouvrage pour de longues années.

Cette tâche ne peut donner de résultats rapides et ne fait pas grande impression.

Nous créons des institutions modèles, des restaurants, des crèches, pour affranchir la femme du ménage. Il faut reconnaitre qu'à l'heure présente en Russie ces institutions, qui permettent à la femme de sortir de sa condition d'esclave domestique, sont très rares. Leur nombre est infime et les conditions militaires et alimentaires actuelles sont un obstacle à leur accroissement. Il convient cependant de dire qu'il en surgit partout où s'offre la plus petite possibilité.

Nous disons que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. De même, l'émancipation des travailleuses sera l'œuvre des travailleuses elles-mêmes. Les ouvrières doivent veiller elles-mêmes au développement de ces institutions ; elles arriveront ainsi à changer du tout au tout le sort qui leur était fait dans la société capitaliste.

Pour s'occuper de politique, sous l'ancien régime capitaliste, il fallait une préparation spéciale. C'est pourquoi la participation des femmes à la politique, même dans les pays capitalistes les plus avancés et les plus libres, était insignifiante. Notre tâche est de rendre la politique accessible à toute femme travailleuse. Depuis que la propriété privée du sol et des fabriques est abolie, depuis que le pouvoir des seigneurs et des capitalistes est renversé, la politique devient simple et accessible à tous les travailleurs, les femmes y comprises. Dans la société capitaliste, la femme est dans un état d'infériorité tel que son activité politique est presque nulle par rapport à celle de l'homme. Pour mettre fin à cet état de choses, il faut que le pouvoir soit aux mains des travailleurs. Alors la politique se réduira en général à tout ce qui touche directement le sort des travailleurs eux-mêmes.

Et ici la participation de l'ouvrière communiste et consciente, ou même sans-parti et inconsciente, est absolument nécessaire. Le pouvoir des soviets lui ouvre un large champ d'action.

Nous avons eu bien du mal à lutter contre les forces hostiles à la Russie des soviets. Nous avons eu du mal à résister militairement à ceux qui font la guerre au pouvoir des travailleurs, à combattre les spéculateurs : tout cela, parce que nous manquions d'hommes, de travailleurs qui

nous aident de leur propre initiative. Il n'est rien que les soviets apprécient tant que le concours de la masse des femmes laborieuses. Sans doute, dans l'ancienne société bourgeoise pour jouer un rôle politique, il fallait une préparation compliquée que la femme ne pouvait pas avoir. L'activité politique de la République des soviets, au contraire, a pour objectif principal la lutte contre les propriétaires fonciers, contre les capitalistes, contre l'exploitation, et c'est pourquoi l'ouvrière a accès à la politique des soviets, elle aidera l'homme par son habileté d'organisatrice.

Ce qu'il nous faut, ce n'est pas seulement l'organisation en grand. Il nous faut aussi l'organisation en détail. Là les femmes trouveront de la besogne. Elles peuvent se rendre utiles, même en temps de guerre, lorsqu'il s'agit d'aider l'armée et de mener l'agitation parmi les soldats. Elles doivent prendre une part active à ce travail, pour que l'Armée rouge voie qu'on s'occupe d'elle. Elles peuvent également se rendre utiles dans le ravitaillement, dans la répartition des vivres et l'amélioration de l'alimentation publique, en multipliant ces restaurants populaires qui sont si nombreux déjà, à Petrograd [Saint-Pétersbourg aujourd'hui] par exemple.

Voilà où l'ouvrière joue un véritable rôle d'organisatrice. Sa participation est également nécessaire dans nos grandes fermes-modèles, pour qu'elles ne restent pas à l'état d'exception. Sans la collaboration d'un grand nombre de femmes travailleuses, nous n'arriverons à rien. L'ouvrière peut parfaitement se rendre utile ici en surveillant la répartition des produits, ou encore leur transport. C'est là une tâche dont elle peut parfaitement s'acquitter et qui contribuera plus que toute autre à consolider la société socialiste.

Après avoir supprimé entièrement la propriété privée du sol, et presque entièrement la propriété privée des fabriques et des usines, les soviets veulent que tous les travailleurs, communistes et sans-parti, hommes et femmes, prennent part à l'édification économique. L'œuvre entreprise par les soviets ne pourra avancer que lorsque des millions et des millions de femmes, dans toute la Russie, y participeront. Alors, nous en sommes convaincus, le socialisme pourra s'établir. Alors, les travailleurs montreront qu'ils peuvent vivre et administrer l'État sans propriétaires et sans capitalistes. Alors, le socialisme sera si fort en Russie que nul ennemi extérieur ou intérieur ne fera peur à la République des soviets.

Le Jenotdel (1919-1930)

Dans l'empire russe, l'analphabétisme était la règle (75 % de la population) et affectait plus les femmes que les hommes. Les ouvrières et les paysannes étaient maltraitées. Pourtant, les ouvrières furent à l'origine de la révolution russe en février 1917. Le gouvernement Parti bolchevik et du PSR de gauche issu de l'insurrection d'octobre émancipa juridiquement les femmes, bien avant les pays capitalistes avancés.

КОММУНИСТКА

Орган Отдела Центрального Комитета Всероссийской Коммунистической партии по работе среди женщин.

Июнь—Июль 1920 г. № 1—2

I. К. К. И. Конгрессу III Интернационала и I международной конференции коммунисток.

III Интернационал и рабочихи.

Premier numéro de *La Communiste*, revue du Jenotdel

À l'automne 1918, en pleine guerre civile, les femmes du comité central du PCR (ex-Parti bolchevik) Inès Armand, Alexandra Kollontaï, Nadejda Kroupskaïa, Klavdia Nikolaïeva, Konkordia Samoïlova, Sofia Smidovitch… suggérèrent de convoquer un congrès des ouvrières et paysannes du nouvel État soviétique. Malgré les réticences de Sverdlov et de Zinoviev, Lénine appuya la proposition. Une conférence réunit plus de 1 100 déléguées du 16 au 21 novembre 1918 à Moscou. Lénine y intervint de manière impromptue (voir p. 35). À la suite de la conférence, le PCR créa une branche de femmes qui prit fin 1919 le nom de « département pour le travail parmi les femmes » (Jenotdel), dirigé par Ines Armand. Le Jenotdel prenait en charge des activités éducatives : alphabétisation, enseignement de l'hygiène, formation professionnelle de base. Des services furent également mis en place pour procurer aux femmes le temps de s'investir dans la vie sociale et politique : crèches, écoles, laveries, transports, coopératives de consommation. L'action parmi les femmes d'Asie centrale devint une des priorités du Jenotdel. Il y luttait contre les mariages arrangés et la polygamie en même temps qu'il formait à l'hygiène et la santé.

De 1923 à 1929, la bureaucratie privilégiée de l'État ouvrier, incarnée par Staline, prit le contrôle du PCURSS et usurpa le pouvoir de la classe ouvrière. La réaction s'étend à la question des femmes. L'Internationale communiste des femmes fut mise en veilleuse en 1927 et le Jenotdel fut dissous en 1930. Le parti bureaucratisé prétendait que l'oppression des femmes avait disparu en même temps que le socialisme avait été réalisé.

Alexandra Kollontaï

La journée internationale des femmes 8 mars 1920

Une fête militante

La journée des femmes ou la journée des femmes travailleuse est un jour de solidarité internationale et un jour pour passer en revue la force et l'organisation des femmes prolétariennes.

Mais ce n'est pas un jour spécial uniquement pour les femmes. Le 8 mars est une journée historique et mémorable pour les ouvriers et les paysans, pour tous les travailleurs russes, et pour tous les travailleurs du monde. En 1917, ce jour là, la grande révolution de février a éclaté. Ce sont les ouvrières de Petrograd [Saint-Pétersbourg] qui ont commencé cette révolution ; ce sont elles qui, en premier, ont décidé de soulever la banderole de l'opposition au tsar et à ses associés. C'est pourquoi la journée des femmes est une double fête pour nous.

Mais si c'est un jour férié pour tout le prolétariat, pourquoi l'appelle-t-on « journée des femmes » ? Pourquoi alors tenons-nous des fêtes et des réunions spéciales destinées avant tout aux ouvrières et aux paysannes ? Cela ne compromet-il pas l'unité et la solidarité de la classe ouvrière ? Pour répondre à ces questions, nous devons regarder en arrière et voir comment la journée des femmes est arrivée et pour quelle raison elle a été organisée.

Comment et pourquoi la journée des femmes ?

Il n'y a pas longtemps, en fait, il y a dix ans environ, la question de l'égalité des femmes et la question de savoir si les femmes pourraient prendre part au gouvernement aux côtés des hommes étaient chaudement débattues. La classe ouvrière dans tous les pays capitalistes luttait pour les droits des travailleuses : la bourgeoisie ne voulait pas accepter ces droits. Ce n'était pas dans l'intérêt de la bourgeoisie de renforcer le vote de la classe ouvrière au parlement ; et dans chaque pays, elle a entravé l'adoption des lois qui donnaient ce droit aux travailleuses.

Les socialistes d'Amérique du Nord ont insisté sur leur exigence du droit de vote avec une particulière persistance. Le 28 février 1909, les femmes socialistes des Etats-Unis [du Socialist Party of America] ont organisé d'énormes manifestations et réunions à travers le pays, exigeant les droits politiques pour les travailleuses. C'était la première journée des femmes. L'initiative d'organiser une journée des femmes revient donc aux travailleuses américaines.

En 1910, durant la deuxième conférence internationale des femmes socialistes [lancée en 1889 en lien avec l'Internationale ouvrière], Clara Zetkin a proposé d'organiser une journée internationale des femmes travailleuses. La conférence a décidé que chaque année, dans tous les pays, on devrait célébrer le même jour une journée des femmes sur le mot d'ordre « *Le droit de vote pour les femmes unira notre force dans la lutte pour le socialisme* ».

À ce moment, la question de rendre le parlement plus démocratique, par exemple, en élargissant le droit de vote et en l'étendant au vote des femmes, était une question vitale. Déjà, avant la première guerre mondiale, des travailleurs avaient le droit de voter dans tous les pays bourgeois, sauf en Russie. Seules les femmes, ainsi que les fous, en restaient privés. Cependant, la réalité contradictoire du capitalisme exigeait la participation des femmes dans l'économie du pays. Chaque année, il y avait une augmentation du nombre de femmes qui devaient travailler dans les usines et dans les ateliers, ou comme domestiques et femmes de ménage. Les femmes travaillaient aux côtés des hommes et la richesse du pays était créée par leurs mains. Mais les femmes restaient sans droit de vote.

États-Unis, 28 février 1909, manifestation convoquée par le SPA , membre de l'IO

Néanmoins, avant la guerre, l'augmentation des prix a forcé même la ménagère la plus pacifique à s'intéresser aux questions de la politique, et à manifester fortement contre l'économie de pillage de la bourgeoisie. Les soulèvement des ménagères sont devenus de plus en plus fréquents, s'intensifiant soudainement à des moments différents en Autriche, en Grande-Bretagne, en France et en Allemagne.

Les travailleuses ont compris qu'il n'était pas suffisant de détruire les étals au marché ou de menacer le commerçant singulier: elles ont compris qu'une telle action ne réduit pas le cout de la vie. Il faut changer la politique du gouvernement. Et pour réussir cela, la classe ouvrière doit voir que le droit de vote est élargi.

Il a été décidé d'avoir une journée des femmes dans tous les pays en tant que forme de lutte pour obtenir le droit de vote pour les travailleuses. Ce jour était destiné à être une journée de solidarité internationale dans le combat pour des objectifs communs et une journée pour passer en revue la force organisée des travailleuses sous la bannière du socialisme.

La première journée internationale des femmes

La décision prise lors du deuxième congrès international des femmes socialistes n'est pas restée sur le papier. Il a été décidé de tenir la première journée internationale des femmes le 19 mars 1911.

Cette date n'avait pas été choisie au hasard. Nos camarades allemandes avaient choisi ce jour à cause de son importance historique pour le prolétariat allemand. Le 19 mars de l'année de la révolution de 1848, le roi prussien a reconnu pour la première fois la force de la population armée et a cédé devant la menace d'un soulèvement prolétarien. Parmi les nombreuses promesses qu'il a faites, et qu'il a plus tard reniées, figurait l'introduction du droit de vote pour les femmes.

Avant le 11 janvier 1911, des efforts ont été faits en Allemagne et en Autriche pour préparer la journée des femmes. Le SPD et le SPAD ont fait connaitre le projet de manifestation à la fois par le bouche à oreille et par la presse. Durant la semaine précédant la journée des femmes, deux journaux dédiés sont apparus, un en Allemagne et un autre en Autriche. Les diverses contributions consacrées à la journée des femmes (« Femmes et parlement », « Les travailleuses et les affaires municipales », « Femme au foyer et politique », etc.) ont analysé à fond la question de l'inégalité des femmes dans le gouvernement et dans la société. Tous les articles ont souligné le même point: qu'il était absolument nécessaire de rendre le parlement plus démocratique en étendant le droit de vote aux femmes.

Mars 1911, la première journée internationale des femmes travailleuses convoquée par l'Internationale des femmes socialistes et l'Internationale ouvrière, Zetkin est à gauche de la photo

La première journée internationale des femmes a eu lieu en 1911. Son succès a dépassé toutes les attentes. Durant cette journée des femmes travailleuses, l'Allemagne et l'Autriche n'étaient qu'une mer de femmes grouillante et agitée. Des meetings ont été organisés partout, dans les petites villes et même dans les villages, les salles étaient tellement remplies qu'on a dû demander aux hommes travailleurs de laisser leur place.

Ceci a certainement été la première démonstration de militantisme des femmes travailleuses. À cette occasion, les hommes sont restés à la maison avec leurs enfants, et leurs femmes, les femmes au foyer prisonnières, sont allées aux meetings. Durant les plus grandes manifestations dans la rue, auxquelles 30 000 participèrent, la police a décidé d'arracher les banderoles : les travailleuses ont résisté. Dans la bagarre qui a suivi, le carnage n'a été empêché que grâce à l'intervention des députés socialistes du parlement.

En 1913, la journée internationale des femmes a été transférée au 8 mars. Ce jour est resté le jour du militantisme des travailleuses.

Une journée des femmes est-elle nécessaire ?

La journée des femmes a eu des résultats ahurissants en Amérique du Nord et en Europe. Il est vrai que pas un seul parlement bourgeois n'a pensé à faire des concessions aux travailleurs ou à répondre aux exi-

gences des femmes. Car à cette époque, la bourgeoisie n'était pas menacée par une révolution socialiste. Mais la journée des femmes a réussi quelque chose. Elle s'est avérée par dessus tout être une excellente méthode d'agitation parmi nos sœurs prolétaires les moins politisées. Elles ne pouvaient pas participer, mais leur attention a été attirée par les réunions, les manifestations, les affiches, les tracts et les journaux qui étaient consacrés à la journée des femmes. Même l'ouvrière politiquement arriérée s'est dit : « Ceci est notre journée, la fête des travailleuses », et s'est rendue aux meetings et aux manifestations. Après chaque journée internationale des femmes, plus de femmes rejoignent les partis socialistes et les syndicats grandissent. Les organisations se sont améliorées et la conscience politique s'est développée.

La journée des femmes a encore servi à une autre fonction : elle a renforcé la solidarité internationale des travailleurs. Les partis des différents pays échangent habituellement des conférenciers pour l'occasion: des camarades allemands vont en Grande-Bretagne, des camarades britanniques vont aux Pays-Bas...

La cohésion internationale de la classe ouvrière est devenue solide et ferme et cela signifie que la force combattante du prolétariat en tant qu'ensemble qui a grandi.

La journée des femmes travailleuses en Russie

Les travailleuses russes ont pour la première fois pris par à la journée des femmes travailleuse sen 1913. C'était une période de réaction alors que le

tsarisme tenait les ouvriers et les paysans dans son étau – comme un contrôle. Il ne pouvait y avoir aucune pensée de célébrer la journée des femmes travailleuses par des manifestations au grand jour. Mais les travailleuses organisées étaient capables de marquer leur journée internationale. Les deux journaux légaux de la classe ouvrière –la *Pravda* bolchevik et le *Loutch* menchevik– ont répercuté la journée internationale des femmes : ils ont publié des articles spéciaux, des portraits, des salutations de camarades tels que Clara Zetkin et August Bebel [1840-1913, fondateur du SPD et de l'Internationale ouvrière, auteur de *La Femme et le socialisme,* 1891].

Durant ces sombres années, les meetings étaient interdits. Mais à Petrograd, à la Bourse de Kalashaïkovsky, ces travailleuses qui appartenaient au POSDR-B ont organisé une réunion publique sur la question des femmes Le prix d'entrée était de cinq kopecks. C'était un meeting illégal mais la salle était absolument pleine. Les membres du parti ont parlé. Mais cette réunion à huis clos animée s'est terminée péniblement quand la police, alertée est intervenue et a arrêté de nombreux conférenciers.

Il a été d'une grande importance pour les travailleurs du monde que les femmes en Russie, qui vivaient sous l'oppression tsariste, devraient se joindre et d'une manière ou d'une autre s'arranger pour se reconnaître dans les actions de la journée internationale des femmes. C'était un signe bienvenu que la Russie se réveillait et que les prisons et les gibets tsaristes étaient impuissants pour tuer l'esprit de lutte et de protestation des travailleurs.

En 1914, la journée des femmes travailleuse sen Russie a été mieux organisée. Les deux quotidiens des travailleurs ont préparé la fête. Nos camarades ont mis beaucoup d'efforts dans la préparation de la journée de la travailleuse. À cause de l'intervention policière, ils ne sont pas parvenus à organiser une manifestation. Ceux qui étaient impliqués dans l'organisation se sont retrouvés dans les prisons tsaristes et beaucoup ont été plus tard envoyés dans le grand nord. Car le slogan pour le droit de vote des femmes était naturellement devenu en Russie un appel public pour le renversement de l'autocratie tsariste.

La journée durant la guerre impérialiste

La première guerre mondiale a éclaté. La classe ouvrière de chaque pays était recouverte du sang de la guerre. En 1915 et 1916, la journée des femmes travailleuses à l'étranger a été de faible ampleur. Les femmes de l'aile gauche socialiste qui partageaient les vues du Parti bolchévik [POSDR-B) de Russie ont essayé de transformer le 8 mars en une manifestation des travailleuses contre la guerre. Mais les traitres du Parti

social-démocrate [SPD] en Allemagne et dans d'autres pays ne permettraient pas aux femmes socialistes d'organiser des rassemblements ; et les femmes socialistes se sont vues refuser des passeports pour aller dans des pays neutres où les travailleuses souhaiteraient tenir des réunions internationales survivait.

En 1915, il n'y eut qu'en Norvège qu'elles se sont débrouillées pour organiser une journée des femmes en Russie, car ici, la puissance du tsarisme et de la machine militaire était effrénée. Ensuite est arrivée la grande, grande année 1917. La faim, le froid et les épreuves de la guerre, ont brisé la patience des ouvrières et des paysannes de Russie. En 1917, le 8 mars [23 février selon le calendrier russe de l'époque] pour la journée des femmes travailleuses, elles sont hardiment sorties dans les rues de Petrograd. Les femmes –certaines étaient ouvrières, certaines étaient des femmes de soldats– ont exigé du *« pain pour nos enfants »* et le « *retour de nos maris des tranchées »*. À ce moment décisif, les protestations des travailleuses ont présenté une telle menace que même les forces de sécurité tsaristes n'ont pas osé prendre les mesures habituelles contre les rebelles mais ont regardé avec confusion la mer orageuse de la colère populaire.

La journée des femmes travailleuses de 1917 est devenue mémorable dans l'histoire. Ce jour là, les femmes russes ont soulevé la torche de la révolution prolétarienne et ont mis le feu au monde. La révolution de février a débuté ce jour là.

8 mars 1917, Petrograd, la manifestation des ouvrières déclenche la révolution russe

Notre appel au combat

La journée des femmes travailleuses a été organisée pour la première fois il y a 10 ans durant la campagne pour l'égalité des femmes et pour la lutte pour le socialisme. Cet objectif a été rempli par les femmes de la classe ouvrière en Russie. En république soviétique, les femmes ouvrières et paysannes ne doivent pas se battre pour le droit de vote ou leurs droits civils. Elles ont déjà gagné ces droits. Les travailleurs russes et les femmes paysannes sont des citoyens égaux –dans leurs mains se trouve une arme puissante pour préparer une vie meilleure plus facilement– le droit de vote, de participer aux soviets et dans toutes les organisations collectives.

Mais les droits seuls ne sont pas assez. Nous devons apprendre à les utiliser. Le droit de vote est une arme que nous devons apprendre à maîtriser pour notre propre bénéfice, et pour le bien de la république des ouvriers. Durant les deux années de pouvoir des soviets, la vie en elle-même n'a pas absolument changé. Nous sommes seulement dans le processus de lutte pour le communisme et nous sommes encerclés par le monde que nous avons hérité du passé, sombre et répressif. Les entraves de la famille, du ménage, de la prostitution pèsent toujours lourdement sur la femme ouvrière. Les ouvrières et les paysannes ne peuvent se débarrasser de cette situation et obtenir l'égalité dans la vie elle-même, et pas juste dans la loi, que si elles mettent toutes leurs énergies pour faire de la Russie une vraie société communiste.

Et pour accélérer son arrivée, nous devons d'abord redresser la barre de l'économie délabrée de la Russie. Nous devons examiner la solution de nos deux tâches les plus urgentes – la création d'une force de travail bien organisée et consciente politiquement et la restauration du transport. Si notre armée du travail fonctionne bien, nous devrions bientôt avoir à nouveau des machines à vapeur ; les chemins de fer recommenceront à fonctionner. Cela signifie que les travailleurs et les travailleuses recevront le pain et le bois de chauffage dont ils ont désespérément besoin.

Parvenir au retour à la normale du transport accélèrera la victoire du communisme. Et avec la victoire du communisme viendra l'égalité complète et fondamentale des femmes. C'est pourquoi le message de la journée de la travailleuse doit cette année être *« Ouvrières, paysannes, mères, femmes et soeurs, tous les efforts pour aider les travailleurs et les camarades à surmonter le chaos des chemins de fer et à rétablir le transport. Tout le monde dans la lutte pour le pain, le bois de chauffage et les matières premières ».*

L'an dernier, le slogan était *« Tous pour la victoire du front rouge »*. Maintenant, nous appelons les travailleuses à rallier leur force sur un nouveau front sans effusion de sang : le front du travail ! L'Armée rouge a battu l'ennemi extérieur parce qu'elle était organisée, disciplinée et prête à l'abnégation. Avec de l'organisation, du travail dur, de l'autodiscipline et de l'abnégation, la république des travailleurs surmontera l'ennemi interne, la dislocation du transport et de l'économie, la famine, le froid et la maladie. *« Tous pour la victoire du front du travail sans effusion de sang ! Tous pour la victoire ! »*

Les nouvelles tâches

La révolution d'octobre a donné aux femmes l'égalité avec les hommes, pour autant que les droits civils sont concernés. Les femmes du prolétariat russe, qui étaient il n'y a pas si longtemps, les plus malheureuses et opprimées, sont aujourd'hui dans la république soviétique, capables de montrer avec fierté aux camarades d'autres pays le chemin vers une égalité politique par l'intermédiaire de l'établissement de la dictature du prolétariat et du pouvoir des soviets.

La situation est très différente dans les pays capitalistes où les femmes sont toujours surmenées et défavorisées. Dans ces pays, la voix de l'ouvrière est faible et inanimée. Il est vrai que dans divers pays –en Norvège, en Australie, en Finlande et dans certains des états d'Amérique du Nord– les femmes ont gagné les droits civils même avant la guerre.

En Allemagne, après que le kaiser ait été destitué qu'une république bourgeoise dirigée par les conciliateurs [le gouvernement SPD-USPD] ait été établie, 36 femmes sont entrées au parlement – mais pas une seule n'était communiste !

En 1919, en Grande-Bretagne, une femme a été élue pour la première fois en tant que membre du parlement. Mais qui était-elle? Une « lady », une propriétaire de terres, une aristocrate [en novembre 1919, Nancy Astor du Parti conservateur fut élue à la Chambre des communes ; mais, en décembre 1918, Constance Markievicz, du Sinn Féin, avait élue bien qu'incarcérée à la prison de Holloway].

En France aussi, la question de l'extension du droit de vote aux femmes est apparue plus tard. Mais de quelle utilité sont ces droits pour l'ouvrière dans la structure des parlements bourgeois ? Tant que le pouvoir est dans les mains des capitalistes et des propriétaires terriens, aucun droit politique n'évitera à la femme ouvrière la position traditionnelle d'esclavage dans la maison et dans la société. La bourgeoisie française envisage de concéder une miette à la classe ouvrière : face à la croissance des idées communistes parmi le prolétariat, elle est prête à donner le droit de vote aux femmes.

Monsieur le bourgeois, il est trop tard !

Après l'expérience de la révolution d'octobre russe, il est clair pour chaque travailleuse en France, en Grande-Bretagne et dans d'autres pays, que seule la « dictature de la classe ouvrière », seul « le pouvoir des conseils » peuvent garantir l'égalité complète et absolue, la victoire ultime du communisme démolira les chaines de la répression centenaires et le manque de droits. Si la tâche de la journée internationale des femmes travailleuses était antérieurement de combattre pour le droit de vote des femmes face à la suprématie des parlements bourgeois, aujourd'hui, la classe ouvrière a une nouvelle tâche : organiser les travailleuses autour des slogans de combat de la 3e Internationale. Au lieu de prendre part au fonctionnement du parlement bourgeois, écoutez l'appel de la Russie.

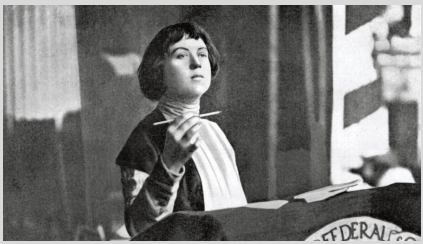
> *Ouvrières de tous les pays, organisez un front prolétarien uni dans la lutte contre ceux qui pillent le monde ! À bas le parlementarisme de la bourgeoisie ! Nous accueillons le pouvoir le pouvoir des soviets ! Supprimons les inégalités subies par les travailleurs et les travailleuses ! Nous nous battrons avec les hommes travailleurs pour le triomphe du communisme mondial !*

Cet appel a été entendu pour la première fois au milieu des épreuves d'une autre sorte, il sera entendu dans les batailles de la guerre civile et aura une résonance dans les cœurs des travailleuses dans d'autres pays. Les travailleuses écouteront et comprendront cet appel à la raison. Jusqu'à il y a peu, elles pensaient que si elle s'arrangeaient pour envoyer quelques représentantes au parlement, leurs vies seraient plus faciles et que l'oppression du capitalisme seraient plus supportables. Maintenant, elles savent le contraire.

Seul le renversement du capitalisme et l'établissement du pouvoir des soviets les sauvera du monde de souffrances, d'humiliations et d'inégalités qui rendent la vie de l'ouvrière dans les pays capitalistes si difficile. La journée des femmes travailleuse est passée d'une journée de lutte pour le droit de vote à une journée à une journée internationale de lutte pour la libération totale et absolue des femmes, ce qui signifie une lutte pour la victoire des soviets et pour le communisme!

À bas le monde de la propriété privée et du pouvoir du capital ! Non à l'inégalité, au manque de droits et à l'oppression des femmes ! En avant vers l'unité internationale des travailleuses et des travailleurs dans la lutte pour la dictature du prolétariat des deux sexes !

Alexandra Kollontaï (1872-1952)



Alexandra Kollontaï, 1922

Alexandra Domontovitch nait dans une famille d'aristocrates russes. En 1893, elle épouse un officier, Vladimir Kollontaï. En 1896, elle le quitte pour étudier l'économie à l'université de Zurich. Elle adhère au POSDR en 1898. En 1903, lors de la scission, elle rejoint la fraction menchevik. Elle participe à la révolution russe de 1905. En 1915, elle rejoint la fraction bolchevik que POSDR. En 1917, elle devient commissaire du peuple à la santé dans le gouvernement des soviets (elle est la première ministre femme du monde). Elle épouse le marin Pavel Dybenko. En 1918, Alexandra Kollontaï se retrouve avec Nikolaï Boukharine dans l'aile gauchiste du PCR (ex-POSDR-B). Ses positions pour la libération sexuelle choquent Lénine. En 1919, elle crée avec Inès Armand le Jenotdel (département du parti chargé des affaires féminines) et la revue *Kommunistka* (La Communiste).

En 1920, elle lance dans le PCR avec Chliapnikov et Sergueï Medvedev la fraction Opposition ouvrière (OU) qui réclame plus de démocratie et veut confier aux syndicats la gestion de l'économie collectivisée. En 1921, le 10e congrès du PCR interdit les fractions. Cependant, Kollontaï intervient au 3e congrès de l'Internationale communiste (où Lénine et Trotsky combattent le gauchisme) contre le tournant économique (NEP) adopté par la majorité du PCR (les concessions au marché). En 1922, Kollontaï intervient lors du 11e congrès du PCR sur les positions de l'OU.

En 1923, Lénine rompt avec Staline mais sa santé lui interdit de mener le combat dans le PCR avant sa mort en 1924. Kollontaï ne participe pas à l'Opposition de gauche (Trotsky…) qui tente d'empêcher la prise du PCR par la bureaucratie étatique en 1923, ni à la Nouvelle opposition (Zinoviev…) en 1925, ni à l'Opposition unifiée (Trotsky, Zinoviev, Radek, Chliapnikov…) en 1926, ni à l'Opposition de droite (Boukharine...) en 1928. Ensuite, la terreur règne dans le parti et tout le pays. En 1924, elle est nommé ambassadrice de l'URSS en Norvège. Elle est envoyée comme diplomate au Mexique en 1926. Elle est nommée ambassadrice en Suède en 1930. Comme son maitre, elle accuse ignominieusement les prisonniers de guerre faits par l'impérialisme allemand. Sa servilité lui permet de mourir de vieillesse en 1952, alors que la plupart des dirigeants bolcheviks (dont Chliapnikov) ont été exterminés par Staline.

REVOLUTION COMMUNISTE

Groupe marxiste internationaliste [Collectif révolution permanente en France]

RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du Groupe marxiste internationaliste
[section française du Collectif révolution permanente]

Abonnement 20 euros pour 5 numéros à l'ordre de ARTP

Adresse postale
ARTP / AGECA service boites postales /
177 rue de Charonne / F-75011 PARIS

Site du GMI : **groupemarxiste.info**

Site du Collectif révolution permanenteReP
revolucionpermanente.com

Site de l'EKIB/Turquie : **patronsuzdunya.com**

Site du GKK/Autriche : **klassenkampf.net**

Site du GMI/France : **groupemarxiste.info**

Site de l'IKC/État espagnol : **www.ikcirklo.org**

Blog d'OR/Argentine : **octubre-rojo.org**

cahier révolution communiste

Dans tous les pays capitalistes, même ceux qui se prétendent les plus démocratiques, les femmes sont doublement opprimées : d'une part comme membres des classes laborieuses par le régime du profit, d'autre part, comme femmes, parce que pèse sur elles seules le fardeau des tâches domestiques et que les institutions et les lois les maintiennent dans une situation de profonde inégalité par rapport aux hommes…

L'entrée des femmes dans la lutte active contre la double oppression dont elles sont l'objet renforce le combat de toute la classe ouvrière. La classe ouvrière dans son combat ne peut pas rester indifférente au sort fait à des millions de femmes, elle ne peut pas rester passive devant l'étouffement des droits démocratiques et sociaux des femmes.

Le combat pour les libertés démocratiques, pour le socialisme est indivisible. On ne peut prétendre lutter pour la défense de ces droits en certains domaines et les laisser fouler aux pieds en d'autres. La lutte contre l'oppression des femmes est partie intégrante de la lutte de la classe ouvrière pour son émancipation.

Quelle est la situation faite aux femmes en régime capitaliste ? D'où vient l'oppression dont elle est l'objet ? Comment lutter pour combattre cette oppression ? Pourquoi cette oppression ne peut être éliminée sous le régime de la propriété privée et du profit ? Qu'est-ce que le socialisme apporte aux femmes ?

Ces questions qui sont aujourd'hui débattues partout dans le mouvement ouvrier doivent recevoir les réponses les plus claires. Le mouvement communiste a accumulé à leur sujet une somme d'expériences et d'enseignements théoriques qui sont d'une grande richesse, même si certains, poursuivant d'autres buts, voudraient plutôt faire croire que le marxisme n'a rien apporté de valable concernant l'émancipation des femmes.

Pour les luttes présentes, il est essentiel de partir des acquis théoriques et politiques du mouvement communiste sur la question des femmes comme sur l'ensemble des questions de la lutte des classes. Ces acquis, en ce qui a trait au combat contre l'oppression des femmes, sont condensés notamment dans des textes d'Engels et de Lénine, mais aussi dans les débats et les résolutions des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste entre 1919 et 1923.

16 mai 1976, Roch Denis
Les Marxistes et l'émancipation de la femme

n° 30 mars 2022 3 euros